

Conduite du chantier :

« Bilan et stratégie de développement des filières sur les zones des SAGI »

Dans le cadre de l'Action Structurante du COSTEA au bénéfice du Réseau Ouest-Africain des Sociétés d'Aménagement et de Gestion de l'Irrigation (ROA-SAGI)



Livrable 2 : base de données bibliographique

01/2021

Présenté par



Rédaction	<i>Mathieu Faujas (chef de mission) Gabriel Morin-Kasprzyk</i>
Assurance qualité	<i>Claude Mauret</i>
Version provisoire	<i>27/11/2020</i>
Version finale	<i>15/01/2021</i>

Table des matières

1	Introduction.....	5
2	Déroulement et premières leçons pour l'équipe.....	6
2.1	Organisation et déroulement.....	6
2.2	Outils.....	7
2.2.1	Matrice évaluation.....	7
2.2.2	BDD & drive.....	7
3	Breve analyse des documents collectés.....	11
3.1	Un focus filière national, mais aussi régional.....	11
3.2	De nombreux rapports d'étude avec des documents régionaux à valoriser.....	12
3.2.1	Description du livrable.....	15
3.2.2	Processus, calendrier et outils.....	15

Table des figures et tableaux

Figure 1	: capture d'écran d'une matrice d'évaluation (extrait du document de travail).....	7
Figure 2	: répartition de la documentation par pays et filière.....	11
Figure 3	: typologie des documents par filière.....	12
Figure 4	: ancienneté des documents.....	12

Table des annexes

- Annexe 1 : extrait vadémécum
- Annexe 2 : Résumés des documents pertinents

Abréviations, sigles et acronymes

AFD :	Agence Française de Développement
AFEID :	Association Française pour l'Eau, l'Irrigation et le Drainage
ANADER :	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (Tchad)
AUE :	Association d'Usagers de l'Eau
AI :	Associations d'Irrigants
AS :	Action Structurante
BAGREPOLE :	Société de Développement Intégré du Pole de Bagré (Burkina Faso)
AMVS :	Autorité de Mise en Valeur du Sourou (Burkina Faso)
CILSS :	Comité Inter-états pour la Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CIRAD :	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (France)
CNRADA :	Centre National de Recherche Agronomique et de Développement Agricole (Mauritanie)
COFIL :	Comité de Pilotage
COSTEA :	Comité Scientifique et Technique pour l'Eau Agricole
EAF :	Exploitation Agricole Familiale
EC :	Expert-Contributeur
IER :	Institut d'Economie Rurale (Mali)
INERA :	Institut de l'Environnement et Recherches Agricoles (Burkina Faso)
INRAN :	Institut National de la Recherche Agronomique du Niger
IRD :	Institut de Recherche pour le Développement (France)
IRSTEA :	Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (France)
ISRA :	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
ODRS :	Office de Développement Rural de Sélingué (Mali)
ON :	Office du Niger (Mali)
ONAHA :	Office national des Aménagements Hydro-Agricoles (Niger)
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
OPA :	Organisation de Producteurs Agricoles
OPIB :	Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (Mali)
ORS :	Office Riz Ségou (Mali)
OUEA :	Organisation d'Usagers de l'Eau Agricole
PARIIS :	Programme d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel
PM :	Point Moral
ROA :	Réseau Ouest-Africain (des SAGI)
SAED :	Société nationale d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta et des vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé

SAGI :	Société d'Aménagement et de Gestion de l'irrigation (Afrique de l'ouest)
SAR :	Société d'Aménagement Régional (France)
SODAGRI :	Société de Développement Agricole et Industriel du Sénégal (Sénégal)
SONADER :	Société Nationale de Développement Rural (Mauritanie)
TDR :	Termes De Référence
UGB :	Université Gaston Berger (Sénégal)

1 Introduction

L'élaboration de cette base bibliographique a constitué le premier travail d'équipe mobilisant l'ensemble des experts contributeurs avec l'appui du chef de mission et du chargé de concertation.

Pour rappel, ce premier livrable de la tâche 1 « Etat des lieux » comprend :

Item	Format	Observations
Documents collectés	Une base de données Excel accompagne la documentation classée et organisée sur un Drive, avec un code unique d'enregistrement par document. La base de données a été produite en mode collaboratif sur Google Sheet (passage à Excel facile).	Environ 350 documents collectés par l'ensemble de l'équipe à la fin novembre 2020. Sur ces 350 documents : - 282 ont fait l'objet d'un encodage vérifié dans la BDD - 68 ont été supprimés (doublons ou jugés non pertinents)
Résumés pour les documents pertinents	Texte relié à la base de données via le code d'enregistrement	Une centaine de résumés proposés. La sélection des documents a été proposée par les EC et validée par les consultants.
Mise à disposition sur la plateforme ROA http://www.roa-sagi.org/	Le format de la base de données respecte le cadre donné par le COSTEA et facilite le transfert au ROA-SAGI.	Un point avec le ROA-SAGI (animateur plateforme) et les autres chantiers est souhaitable de manière à harmoniser certains champs et listes de choix.

La répartition des filières traitées par SAGI a été faite selon le choix des membres de l'équipe via une concertation interne à chaque pays.

- Pour la Mauritanie et le Tchad, ce sera nécessairement le riz.
- Pour le Niger, l'ONAHA devait couvrir les deux filières riz et oignon, considérant l'importance des deux filières pour le Niger et conformément à l'engagement de la SAGI lors du Copil SAGI de Bamako. Malgré les discussions effectuées avec l'EC et le copilote au moment du cadrage, il nous semble que la faible disponibilité de l'EC mis à disposition par l'ONAHA, ainsi que la non-concrétisation de la proposition de cet EC de mobiliser une aide d'un expert junior, nous conduisent à revoir les ambitions (ne traiter qu'une seule filière, probablement l'oignon compte tenu de son importance régionale) et à s'assurer de la disponibilité de l'EC avec le point moral de l'ONAHA.
- Pour les trois autres pays (Burkina Faso, Sénégal et Mali) qui possèdent plusieurs SAGI couvrant les trois filières, chaque SAGI a eu à choisir une seule filière en veillant à ce que toutes les filières ciblées soient couvertes au niveau national. La répartition a été collectivement décidée entre SAGI au sein d'un même pays.

Filière	Riz	Tomate	Oignon
SAGI	SONADER ANADER BAGREPOLE Office du NIGER SODAGRI ONAHA ?	ODRS SAED	OPIB AMVS ONAHA

2 Déroulement et premières leçons pour l'équipe

2.1 Organisation et déroulement

La constitution de la BDD s'est déroulée en trois temps :

- Démarrage : cadrage de la recherche documentaire à l'aide de l'outil matrice d'évaluation et, en parallèle, formation des EC à l'encodage des documents.
 - Premier point d'étape : cadrage de la recherche biblio en fonction de la reprise du plan générique de la note de synthèse et de son adaptation au contexte local, identification des thématiques peu couvertes par la documentation existante / disponible.
- Recherche de la documentation, encodage des documents et enregistrement sur le Drive.
 - Second point d'étape : finalisation de l'encodage et des téléchargements.
- Sélection des documents pertinents par les experts contributeurs (avec discussion et validation avec l'équipe ACK) et rédaction des résumés
 - Dernier point d'étape : assurance qualité sur les résumés

Du point de vue opérationnel, la recherche a été organisée par pays. Les EC d'un même pays travaillaient sur le même document collaboratif (Google Sheet matrice d'évaluation et BDD) et l'entraide a été promue. Mauritanie, Niger et Tchad ont été regroupés sur le même document car il n'y a qu'un seul EC par pays. L'avancement était suivi à distance par les consultants sur le drive.

Le consultant a assuré un accompagnement et suivi individualisé avec des points d'étape par pays : répartition des groupes entre le chef de mission et le chargé de concertation, avec échanges réguliers sur l'avancement.

On notera que la qualité de la collecte est variable selon les pays et les filières. Elle tient en premier lieu à l'abondance ou non de la bibliographie selon les contextes, mais aussi à i) un niveau d'implication variable des experts et ii) à un niveau variable d'accès aux documents au sein de leur SAGI. En conséquence, la typologie des documents collectés, le nombre de documents, leur ancienneté, pertinence, qualité du remplissage des champs de la BDD, varient selon les pays et filières.

Par ailleurs, bien qu'il avait été évoqué une abondance de documents concernant les filières au niveau de chaque SAGI, celle-ci s'est avérée toute relative, et on s'aperçoit que les documents sont plus souvent stockés par les personnes que par les structures.

La collecte a également montré la nécessité d'encourager les EC à i) aller « fouiller » sur internet à la recherche de références récentes (une liste de sites de référence a été proposée dans le vadémécum pour guider les recherches, ainsi que des démonstrations d'utilisation de Google et Google Scholar) et ii) aller « taper à la porte » des partenaires pour collecter de l'information et de la documentation. Réduire le cloisonnement entre les structures et faciliter les échanges entre les SAGI et leurs partenaires figurent bien au menu des réussites attendues du chantier.

Ces écarts tiennent aussi à la fois à des raisons de maîtrise progressive des outils digitaux - ce qui est normal compte tenu du fait que la plupart des experts ne maîtrisaient pas les outils collaboratifs utilisés avant le chantier, à des difficultés (limitées) de connexion, et peut-être à des raisons d'engagement. Certains experts ont montré des difficultés à se rendre disponibles pour le chantier en marge de leurs responsabilités quotidiennes - qui sont importantes et chronophages. Pour cette raison, le suivi des consultants a été plus intensif que prévu : relances fréquentes, suivi adapté, phase d'assurance qualité plus importante que prévu initialement et à l'origine du léger retard de remise de ce livrable.

Le consultant souhaite capitaliser sur cette première expérience de travail collaboratif et orienter l'équipe vers une structuration et une animation à la fois plus transversales et dynamiques. Les travaux sur les notes de synthèse, qui sont organisés par filière et qui sont basés sur les échanges entre experts, faciliteront ce processus. Le consultant attend également un renouvellement de l'engagement des points moraux à s'assurer de la disponibilité des EC pour le chantier.

2.2 Outils

2.2.1 Matrice évaluation

Une matrice d'évaluation a été mise au point pour aider les EC à cadrer leur recherche documentaire. Elle reprenait le plan générique et très complet de la note de synthèse proposé dans la note de cadrage et détaillait la nature des informations recherchées. L'idée était d'aider l'expert-contributeur à se demander, paragraphe par paragraphe, information par information :

- Colonne 1 : « ces informations sont-elles pertinentes ? »

La pertinence de traiter ce sujet au regard des spécificités de la filière dans le pays et de sa SAGI ; on répondait ici à une préoccupation exprimée par les EC eux-mêmes sur la nécessité de tenir compte du contexte particulier de chaque SAGI et de davantage cibler la recherche documentaire ;

- Colonne 2 : « ces informations sont-elles disponibles ? »

Les éléments et informations recherchées sur le sujet, et en corollaire la disponibilité de la documentation à son niveau et les ressources à mobiliser (en interne à la SAGI ou auprès de partenaires) pour récupérer de la documentation.

Elle leur a ainsi permis de cibler rapidement les documents à rechercher, nécessaires et non disponibles.

Figure 1 : capture d'écran d'une matrice d'évaluation (extrait du document de travail)

N°	Sections de la note de synthèse	Paragraphe de la note de synthèse	Commentaires/détails sur les données à rechercher	Etape 1 : Commenter la pertinence de collecter ces données par rapport au contexte propre à la SAGI/à la filière	Etape 2 : Avez vous connaissance d'une documentation existante concernant cette section ? Si oui, détailler le type de documentation / les sources que vous pourriez mobiliser
1	Présentation	Breve présentation de la zone de production	L'OPIB est un EPA qui est situé a 35 km de bamako et couvre une superficie d'environ 19000ha en zone exondée et irriguable. Le perimetre couvre environ 3000h en maitrise	C'est pertinent :ces caracteristiques permettrons de se situer sur la situation et la palce de la filiere au	Bilan de la campagne avec la Direction nationale de l'agriculture
		Principaux chiffres caractérisant la filière ciblée	<i>Volumes de production, surfaces, localisation, rendements, nombre de producteurs (en situant l'importance de la filière au niveau national)</i>		
2	Statut de la spéculation	Description des différents produits bruts (dont les variétés) ou transformés	<i>Quelles sont les formes de la production qui sont commercialisées ou consommées, et leurs caractéristiques? Identification des différentes chaînes de valeur.</i>	Pertinent: l'oigon est surtout commercialisé en frais et en ifime parie le seché	Documentation a rechercher au niveau de la direction du commerce
		Importance de l'autoconsommation et aspect social dans les zones de production, place de l'informel	<i>Description du statut social de la spéculation au niveau local et national</i>	le produit est d'une part utliisé en auto cosommation et tout l'excédet est destiné a la commercilation	Pas de connaissance sur l'esixtance de document
		Volume de commercialisation et importance économique (locale, nationale) et facteurs de croissance	<i>Description du poids économique de la spéculation au niveau local et national</i>	Pertinent: Il nest pas tres important aces deux niveaux . il permet surtout de rehausser le niveau des revenu des	Documentation à rechercher au niveau de la direction du commerce
		Identification des marchés national et régional	<i>Taille (volume / valeur) et localisation (y compris à l'export)</i>	Pertinent: toute notre production est venue sur place	Documentation à rechercher au niveau de la direction du commerce

2.2.2 BDD & drive

Cet outil était utilisé en parallèle d'une base de données par pays, permettant d'encoder les documents enregistrés sur le drive.

Chaque document devait être renommé et classé comme expliqué en annexe (extrait du vademécum mis à jour).

Ainsi, on a pu constituer au fur et à mesure une base de données structurée par pays et filière, avec un code standard par document permettant de facilement visualiser et retrouver les informations essentielles (pays, filière, auteur, date, titre simplifié).

Le même code unique est la clé d'identification de la base de données qui reprend celle proposée par le COSTEA, avec quelques ajustements et propositions en italique dans le tableau plus bas. Nous avons également ajouté nos observations sur l'utilisation que les EC ont faite de la BDD et les informations requises.

Tableau 1 : champs de la base de données bibliographique et observations

Libellé du champ	Contenu du champ/Nature	Observation
Code d'identification	(=Nom du fichier enregistré sur le Drive) Code pays_code filère_auteur_date_titre simplifié Ex : MAL RIZ Cosquer 2017 Soutenir filère riz locale innovante	RAS
Titre document complet	Texte	RAS
Résumé	Documents pertinents pour l'étude Texte	RAS
Lien web	Hyperlien	Peu de liens web fournis
Année	Année (xxxx)	RAS
Auteur principal (1 personne physique)	Nom, P.	Difficultés à suivre la nomenclature et à distinguer personnes et institutions
Auteurs associés (plusieurs personnes physiques)	Nom, P., Nom, P., etc. Ajouté : pour distinguer les auteurs physiques souvent nombreux dans les publications	
Institution (ONG, bureaux d'étude, directions et ministères, ...)	Ajouté : de nombreux documents sont des productions d'institutions avec ou sans mention des auteurs (ex : Ministère, ONG, etc.)	
Projet et financeur	Cadre et financement dans lequel le document a été produit	Pas toujours bien renseigné. Difficulté à distinguer l'institution de l'auteur, le financeur et l'éditeur.
Revue, numéro et pages [Titre revue, n°, pp XX-XX]	Ajouté : nous a semblé utile pour identifier les principales revues	Difficulté à suivre la nomenclature, rarement utilisé, en particulier pour les rapports d'étude
Editeur		Difficulté à l'identifier pour de nombreux documents
Type de document	Nécessité d'établir une liste de choix : nous proposons :	Harmonisé

Libellé du champ	Contenu du champ/Nature	Observation
	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Rapport d'étude</i> : couvre largement toute étude (diagnostic, évaluation, prospective, recherche, ...) • <i>Document stratégique et politiques publiques</i> : plan et programme, stratégie, revue stratégique, etc. • <i>Rapport d'activité</i> : rapports de mission, de campagne, d'activités, de séminaires et colloques, etc. • <i>Extrait de rapport</i> : documents non identifiables ou non complets • <i>Fiche technique</i> : guides, référentiels, etc. • <i>Article scientifique</i> (paru dans une revue scientifique) • <i>Communication</i> : article non scientifique paru dans une revue de vulgarisation, présentation, brochure, etc. • <i>Article de presse</i> • <i>Thèse (Doctorat ou Master)</i> • <i>Présentation PPT</i> • <i>Actes d'atelier</i> (englobe les CR en tout genre) • <i>Livre</i> (tout ouvrage) 	
Nombre de pages		<i>Ne nous semble pas utile</i>
Contexte de publication [projet, études, etc.] pas utile	Pas de liste de choix proposée	<i>Ne nous semble pas utile, difficulté à faire la distinction avec le type et le projet/financeur (doublet)</i>
Langue	Français, anglais, etc.	<i>99% des documents en français</i>
Accès privé / public	Diffusable ou nom hors SAGI	<i>A priori, tous les documents sont publics mais cela reste à vérifier avec les SAGI</i>
Pays concerné	6 pays + sous-région (Afrique de l'Ouest / Sahel) + international (essentiellement Afrique)	<i>RAS</i>
SAGI	10 SAGI	<i>Pas forcément pertinent car les EC l'ont complété un peu automatiquement alors que le doc ne concerne pas forcément la SAGI.</i>
Filière	Riz, Tomate, Oignon ou multiple (et agricole en général)	<i>Certaines filières mieux documentées</i>

En tout état de cause, si on souhaitait conserver autant de détail dans la base, nous pensons qu'il faudrait suggérer les valeurs à entrer (par une liste déroulante par exemple) afin de faciliter la précision de la saisie.

Ces éléments peuvent servir de base à un travail d'harmonisation entre chantiers. Il faudra cependant prévoir d'allouer des ressources spécifiques supplémentaires en fonction de la demande et des travaux à envisager (le Costea avait évoqué un travail de stagiaire sur le sujet).

Utilisation de ces outils : on note une bonne, voire très bonne, appropriation des outils BDD / drive par les EC. Plusieurs EC ont progressé énormément en précision au cours du processus.

Au contraire, la matrice d'évaluation n'a pas toujours été bien comprise. Seuls quelques EC s'en sont vraiment servi pour effectivement identifier les informations à chercher.

Très nombreuses relances et fonctionnement relativement vertical : un problème de disponibilité de plusieurs experts comme précisé en introduction :

- Nécessité de passer à un fonctionnement plus horizontal, en réseau, pour éviter les effets de report sur les consultants et favoriser les échanges à l'intérieur du ROA-SAGI pour lui donner davantage de consistance ;
- La connexion internet ne semble pas être un problème si important, on parvient à s'adapter ;
- Nécessité que les PM donnent plus de temps à leurs EC. Pas encore assez de soutien des PM pour donner du temps à leur EC et les encourager à produire un travail précis.
- Encore peu d'échange direct entre SAGI, sauf au niveau national : partage d'info, entraide, etc., en particulier au Mali. Nous comptons sur les groupes filières pour renforcer les échanges.

3 Brève analyse des documents collectés

Nous attirons l’attention du lecteur qu’il s’agit d’une analyse provisoire qui sera complétée tout au long de la tâche 1 avec l’encodage de nouveaux documents.

En corollaire, se pose la question de la mise à jour régulière de la documentation : est-ce que la BDD va perdurer au sein du ROA-SAGI (le portail existant ne correspond pas encore à la base de données proposée par le Costea) ? Comment initier des bonnes pratiques en matière de sauvegarde et classement systématique au niveau du réseau ?

Il nous semble que le nombre de champs est déjà largement suffisant (voire trop important), et la priorité est de valoriser cette documentation au niveau des SAGI, en particulier la consultation des documents régionaux par les experts.

Ces points devront être abordés avec le comité de suivi et le groupe consultatif.

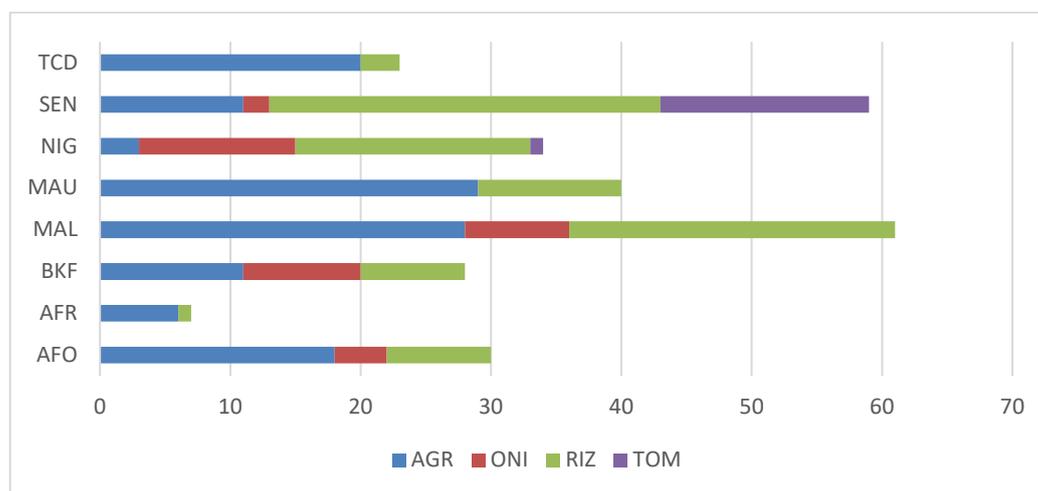
3.1 Un focus filière national, mais aussi régional

Tableau 2 : répartition de la documentation par filière au niveau national ou régional

Filière	Régional	National	Total	%
Filières agricoles en général	24	102	126	45%
Oignon	4	31	35	12%
Riz	9	95	104	37%
Tomate	0	17	17	6%
Total général	37	245	282	

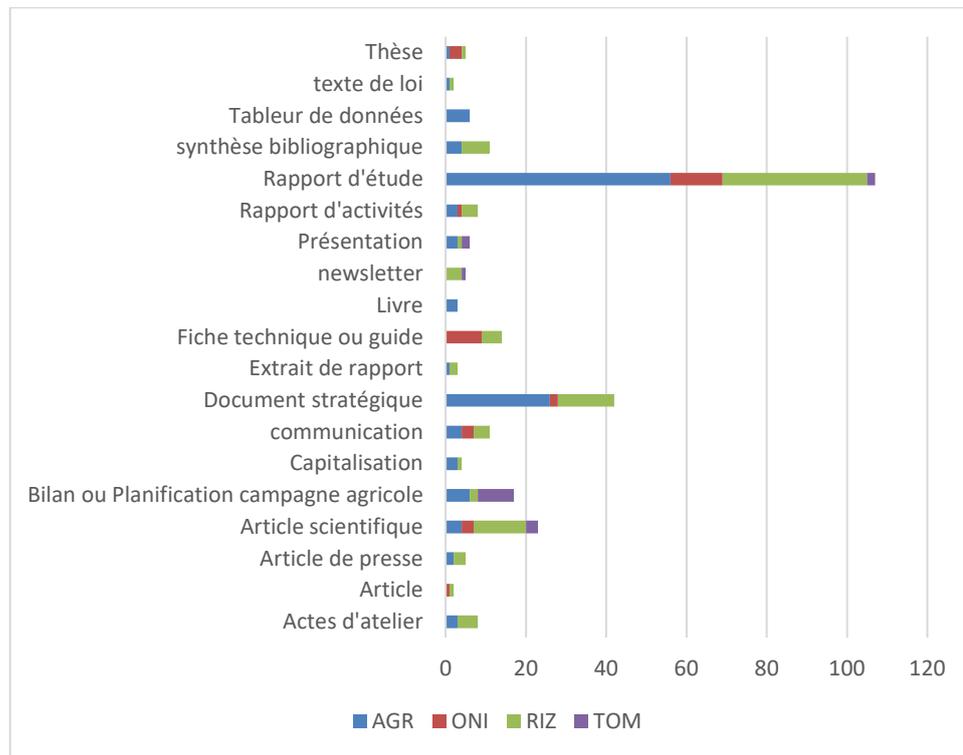
45% des documents concernent l’agriculture et les filières agricoles en général. Les documents spécifiques à une filière concernent majoritairement le riz, et l’oignon dans une moindre mesure. La documentation spécifique à la tomate est très limitée, en particulier au niveau régional.

Figure 2 : répartition de la documentation par pays et filière



3.2 De nombreux rapports d'étude avec des documents régionaux à valoriser

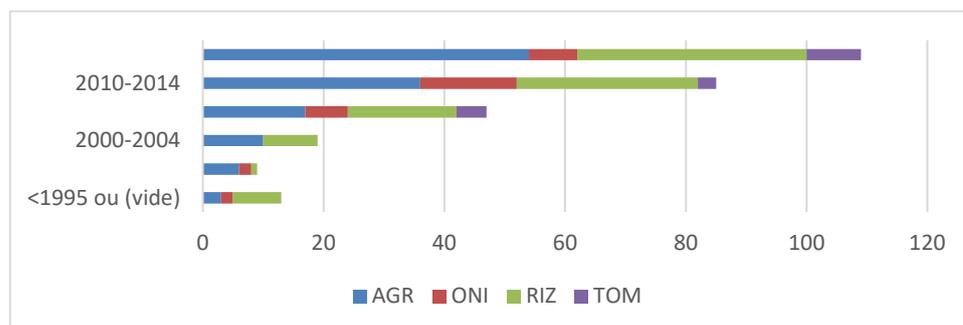
Figure 3 : typologie des documents par filière



Les rapports d'étude dominent largement, suivis des documents stratégiques, des bilans de campagne agricole et des articles scientifiques.

Les liens web sont relativement peu nombreux (une quarantaine de liens renseignés sur 263, majoritairement pour les études régionales), ce qui confirme que peu de recherche bibliographique est effectuée via le web.

Figure 4 : ancienneté des documents



La grande majorité des documents est relativement récente (post 2005). 90% des 106 documents jugés pertinents et faisant l'objet d'un résumé, sont datés après 2010.

Les analyses régionales comparatives de filières sont généralement plus récentes et plus fouillées que ce que l'on peut trouver au niveau national.

La priorité pour les EC est de prendre connaissance de ces études régionales et des comparaisons, car les recherches bibliographiques ont montré un focus essentiellement national et peu de collaboration spontanée en dehors du cadre national.

Tableau 3 : focus sur les documents jugés pertinents sur les 10 dernières années

Filière / Pays	AFO	AFR	BKF	MAL	MAU	NIG	SEN	TCD	Total
AGR	9	5	3	8	10	1	5	7	48
ONI	2		4	3		6			15
RIZ	4	1	4	4	6	7	7	1	34
TOM							9		9
Total	15	6	11	15	16	14	21	8	106

Code utilisé (décrit dans le vadémécum)

AFO Afrique de l'Ouest

AFR Afrique

BKF Burkina Faso

MAL Mali

MAU Mauritanie

NIG Niger

SEN Sénégal

TCD Tchad

AGR Agriculture

ONI Oignon

TOM Tomate

Les documents pertinents récents sont peu nombreux pour l'oignon et concernent le Burkina Faso et le Niger (pas de d'analyse régionale récente). Pour la tomate, ils se limitent au Sénégal avec essentiellement des bilans de campagne de l'interprofession.

Les analyses sont plus nombreuses, approfondies et comparées sur le riz et les filières agricoles en général.

La documentation qui pourrait permettre la mise à jour des diagnostics institutionnels des SAGI réalisés depuis 2015, est à creuser : elle n'est disponible que pour certaines SAGI (SONADER, ANADER, SAED notamment). A voir également les possibilité d'échanges avec les autres chantiers pour obtenir des compléments de bibliographie.

Annexes

Annexe 1 : extrait vademécum

Annexe 2 : Résumés des documents pertinents

Annexe 1 : extrait vadémécum

3.2.1 Description du livrable

Responsable : chef de mission

Contribution :

- Cadrage de la revue documentaire : chef de mission
- Organisation de la collecte, et du classement sur drive : chargé de concertation (en lien avec la plateforme ROA-SAGI)
- Collecte documentaire :
 - Niveau local : EC
 - Niveau national et régional : EC avec l'appui de membres du GT filières, Costea
- Rédaction de résumés pour les documents pertinents : EC avec l'appui du chef de mission et du chargé de concertation.

Date prévisionnelle de livraison : fin novembre 2020

Contenu :

- Une base de données Excel accompagne la documentation classée et organisée sur un Drive.
- Mise à disposition sur la plateforme ROA-SAGI¹ des informations sur les documents clés faisant état des documents collectés (titre, origine, date, auteurs).
- Pour les documents considérés comme pertinents vis-à-vis de l'objet du chantier, un résumé précisera leur contenu et leur intérêt pour le chantier.

3.2.2 Processus, calendrier et outils

La revue documentaire se déroule selon les étapes suivantes :

1. Cadrage de la collecte documentaire / ajustement du plan de la note de synthèse (8/9 octobre)

Vous trouvez sur le Drive un classeur Google Sheet *par pays* (voir l'utilisation dans le paragraphe 2.6.1). Dans ce classeur, vous trouverez plusieurs onglets : i) des matrices de la note de synthèse à remplir *pour chaque SAGI* (un onglet par SAGI) et ii) la base de données bibliographique (1 seul onglet par pays).

Pour la matrice de la note de synthèse, un tableau reprend le plan de la note de synthèse sous forme de matrice. Chaque paragraphe de chaque section est détaillé.

Vous devez d'abord remplir la colonne « Etape 1 : Commenter la pertinence de collecter ces données par rapport au contexte propre à la SAGI/à la filière ».

Ensuite, la colonne « Etape 2 : Avez-vous connaissance d'une documentation existante concernant cette section ? Si oui, détailler le type de documentation / les sources que vous pourriez mobiliser ».

Ces deux premières étapes permettront d'évaluer s'il est souhaitable/possible d'approfondir ou au contraire de limiter la recherche bibliographique selon les sections et paragraphes. Cela permettra d'adapter la note de synthèse (et donc le cadrage de la recherche documentaire) au contexte particulier de chaque SAGI et filière et de faire un premier état des lieux des données potentiellement disponibles ou manquantes. Au terme de cette étape, on y verra plus clair sur ce que nous recherchons.

2. Collecte documentaire et préenregistrement (courant octobre)

Vous allez rechercher des documents et les enregistrer au fur et à mesure sur votre ordinateur. Si vous pensez qu'un document est pertinent pour l'étude, vous devrez :

- L'encoder dans le deuxième onglet « bases de données » du classeur par pays : une ligne correspond à un document. Pour chaque document, remplissez chaque cellule fidèlement (titre, auteur, année, etc.). Les titres des colonnes précisent entre parenthèse les modalités de saisie.

¹ <http://www.roa-sagi.org/>

Des exemples ont été enregistrés pour vous guider. La base est valable PAR PAYS. Ainsi, les SAGI d'un même pays ont la possibilité de la compléter au-delà de leurs responsabilités sur une filière.

- L'enregistrer sur le drive, dans le dossier Drive EC / Livrables / L2 Bibliographie. Choisissez le dossier de votre pays ou « Afrique de l'Ouest » pour des documents concernant l'échelon régional. Pour vous remémorer la procédure d'enregistrement d'un document sur le drive, revenez au paragraphe 2.5.3 de ce vadémécum.
 - Attention, vous devez impérativement renommer le document lors de l'enregistrement sur le Drive.
 - La nomenclature d'enregistrement est la suivante (voir les exemples déjà enregistrés) :

Code pays	Code filière	Auteur ou institution	Année	Titre simplifié
BKF MAU MAL NIG SEN TCD	RIZ TOM ONI	Nom de l'auteur principal	2001 2020 1996 Etc.	Les titres sont souvent très longs. Se limiter à 5-10 mots.
AFO (Afrique de l'Ouest) AFR (Afrique)	AGR (filières agricoles en général)	Si pas d'auteur identifié, nom de l'institution (ex : FAO, OCDE, etc.)	Si l'année n'est pas connue, mettre XXXX.	

Exemple :

Mon Drive > ... > L2 Bibliographie > Burkina Faso ▾ 👤

nom ↓	Propriétaire	Dernière modif...	Taille du fichier
 BKF RIZ Bila 2015 etat_des_lieux_filiere_riz.pdf 👤	moi	14 mai 2020 moi	1 Mo
 BKF ONI FAO 2012 incitations penalites filiere oignon burki... 👤	moi	14 mai 2020 moi	1 Mo
 BKF ONI 2012 KABORE CV oignon Oudalan master II.pdf 👤	moi	14 mai 2020 moi	2 Mo
 BKF AGR WB IFC 2019 secteur prive CPSD.pdf 👤	moi	18 mai 2020 moi	2 Mo
 BKF AGR Tapsoba 2016 these diag situation eco menages ... 👤	moi	14 mai 2020 moi	3 Mo

- Enfin, retourner sur votre matrice, et remplir la colonne « Etape 3 : indiquez les références bibliographiques qui permettront de renseigner les sections et paragraphes de la note de synthèse ». Il vous suffit d'indiquer l'auteur et la date afin de retrouver facilement le document dans la base de données. **Cela vous aidera, lors de la rédaction de la note de synthèse, à retrouver les références utiles selon les paragraphes et sections.**

3. Validation des documents collectés, classement des documents pertinents (premier point au 15 octobre, second point au 30 octobre)

Le processus sera suivi de près par l'équipe ACK. Un point régulier sera fait pour vérifier que la saisie dans la base de données et la nomenclature sont correctes.

On pourra discuter de la pertinence ou non de certains documents.

La classification permettra de catégoriser la bibliographie au-delà des filières / pays / SAGI, si cela s'avère nécessaire.

La validation permettra de sélectionner les documents à conserver et ceux qui devront faire l'objet d'un résumé.

4. Rédaction des résumés des documents pertinents (début novembre)
5. Soumission au comité de supervision (mi-novembre)
6. Application des corrections demandées par le CS et validation (fin novembre)
7. Mise en ligne sur la plateforme ROA-SAGI (décembre)

3.2.2.1 Sites internet d'intérêt pour la recherche documentaire

Ci-après sont recensés quelques sites internet intéressants :

Google est un moteur de recherche puissant, mais sa version « scholar » donne souvent de meilleurs résultats en matière de publications que vous pouvez classer par date de publication :

<https://scholar.google.fr/>

Revue inter réseaux : <http://www.inter-reseaux.org/> vous y trouverez de nombreuses publications concernant les OP et interprofessions, les filières, il y avait aussi un bulletin "inforiz" jusqu'en 2018. Voir "publications" sur leur site, ou recherchez par mots clés dans la barre de recherche

Bailleurs multilatéraux :

- FIDA <https://www.ifad.org/fr/web/knowledge>
- FAO <http://www.fao.org/documents/search/fr/> et <http://www.fao.org/faostat/fr/> pour les statistiques
- OCDE <https://www.oecd.org/fr/regional/atlasregionaldelafriquedelouest.htm>

Bailleurs bilatéraux :

- AFD <https://www.afd.fr/fr/ressources-accueil>
- GIZ <https://publikationen.giz.de/esearcha/browse.tt.html>
- Enabel : <https://www.enabel.be/fr/content/ressources>
- Coop Suisse : <https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/publications-services/publications.html>
- Etc.

Recherche :

- CIRAD <https://agritrop.cirad.fr/>
- IRD <https://horizon.documentation.ird.fr/>

ONGs / associations :

- Fondation FARM <http://www.fondation-farm.org/spip.php?article363>
- Rongead / Nitidae <https://www.nitidae.org/documents>
- CNUCED et ITC <https://www.intracen.org/itc/secteurs/commerce-agro-alimentaire/>
- GRET www.gret.org

Annexe 2 : Résumés des documents pertinents

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
AFO AGR Adolph 2016 conseil agricole EAF et gestionnaires PI	VERS UNE VISION COMMUNE Un conseil agricole approprié pour les exploitants familiaux et gestionnaires des grands périmètres irrigués d'Afrique de l'Ouest	Ce rapport résume près de trois ans de recherche action sur les services de conseil agricole (SCA) pour les périmètres irrigués à grande échelle en Afrique de l'Ouest, entreprise par la Global Water Initiative (GWI-Afrique de l'Ouest). Il explore la structure, le fonctionnement et les problèmes rencontrés par les SCA dans trois sites de la région (Anambé au Sénégal, Sélingué au Mali et Bagré au Burkina Faso). Le but est de tirer des leçons sur la façon dont ces services sont dispensés de manière à mieux répondre à la demande de différents types de producteurs. A terme, l'objectif est de contribuer à des moyens de subsistance durables grâce à une meilleure utilisation des opportunités offertes par l'irrigation.
AFO AGR AFC 2015 Rapport thématique filières agriculture irriguée Sahel	Rapport thématique sur les filières en agriculture irriguée au Sahel	La présente analyse présente une cartographie des plus importantes chaînes de valeurs avec leurs forces, faiblesses, leurs potentialités, l'organisation du marché et de la distribution, le stockage, la transformation, etc. Finalement, l'analyse a permis de développer les potentialités de développement dans l'agriculture irriguée et les nécessités d'interventions que cela engendre.
AFO AGR FAO 2019 Data prod riz tom oni 1980-2018	Données FAO Stat 6 pays riz oignon tomate	Données FAO Stat sur les 6 pays du ROA-SAGI, production, superficies et rendements en riz, tomate et oignon de 1980 à 2018
AFO AGR FARM 2014 nouveau modele cooperatif OHADA outil professionalisation OP	Le nouveau modèle coopératif dans l'espace OHADA : un outil pour la professionnalisation des organisations paysannes ?	L'Acte uniforme relatif au droit des sociétés coopératives est le neuvième instrument juridique adopté par l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). Il vise à favoriser le développement économique des coopératives dans l'espace OHADA, grâce à l'uniformisation et à l'adaptation de leur statut juridique. Pour les organisations agricoles à vocation économique, qu'elles soient coopératives ou non, la mise en œuvre de ce texte communautaire revêt un double enjeu. Le premier tient à la compréhension de ce dernier et à la marge de manœuvre dont disposent les Etats parties dans l'application nationale du neuvième Acte uniforme. Le second enjeu concerne l'aptitude qu'ont les organisations de producteurs à intégrer et appliquer toutes les obligations juridiques découlant du nouveau texte. Dès lors, le succès de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés coopératives reposera sur l'équilibre à trouver entre le renforcement des capacités socioéconomiques des organisations agricoles et le risque d'une plus grande fragilisation de ces dernières due à une transition juridique brutale.
AFO AGR Inter reseaux Lares 2017 recensement experiences interprofessions AO	RECENSEMENT D'EXPERIENCES D'INTERPROFESSION EN AFRIQUE DE L'OUEST	La première étape du projet s'est articulée autour du repérage et du recensement des principales expériences d'OIP en Afrique de l'Ouest. Depuis 2016, Inter-réseaux et le LARES ont organisé des rencontres d'échanges avec plus d'une quarantaine d'OIP et d'autres acteurs travaillant autour de la thématique. Ces différentes rencontres ont permis de réaliser des fiches de présentation de ces OIP. Ce document présente l'ensemble des OIP recensées au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, au Mali, au Niger et au Sénégal.
AFO AGR Interreseaux 2016 irrigation en afrique de l'ouest	Développer l'irrigation en Afrique de l'Ouest : vieux rêves et nouveaux défis	L'irrigation est une des priorités des politiques agricoles ouest-africaines depuis les indépendances. Ces politiques se sont d'abord concentrées sur l'aménagement de grands périmètres publics, avant d'intégrer progressivement un soutien à des plus petits périmètres collectifs et à la petite irrigation

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		privée (à l'échelle du producteur). Quelque peu délaissés à partir de la fin des années 1980, les grands aménagements connaissent un regain d'intérêt depuis la fin des années 2000. Quels ont été les résultats de ces différentes stratégies ? Leurs succès et leurs limites ont-ils permis de mieux orienter les politiques actuelles ? Quels débats restent posés pour les années à venir ?
AFO AGR IRAM 2018 Irrigation securite alimentaire et pauvrete	IRRIGATION, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET PAUVRETÉ Leçons tirées de trois grands barrages en Afrique de l'Ouest	Le développement de l'irrigation fait partie des stratégies prioritaires dans les pays du Sahel pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, comme l'ont affirmé les gouvernements de six pays sahéliens lors de la déclaration de Dakar du 31 octobre 2013. À l'heure où les gouvernements s'engagent, une fois de plus, à augmenter les superficies irrigables, il a semblé pertinent d'analyser, conformément aux lignes directrices de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en la matière (CEDEAO 2012), les résultats socio-économiques obtenus sur des périmètres aménagés (PA) de la région associée à des grands barrages, afin d'en tirer les leçons pour les aménagements futurs. En partenariat avec les sociétés d'aménagement et de gestion de l'irrigation (SAGI), la Global Water Initiative a lancé à partir de 2013 des études rétrospectives sur trois sites (barrages et périmètres) construits en Afrique de l'Ouest entre la fin des années 1970 et la fin des années 1990 : Sélingué au Mali (avec l'Office de développement rural de Sélingué, ODRS), Anambé (barrages de Niandouba et Confluent) au Sénégal (avec la Société de développement agricole et industriel, SODAGRI) et Bagré au Burkina Faso (avec Bagrépôle). Ces études avaient pour objectif d'analyser les conditions de la viabilité financière et économique des projets d'aménagements hydrauliques et les possibilités d'amélioration des conditions de vie des populations dans leurs exploitations familiales après la construction des barrages. Elles doivent permettre de mieux exploiter les projets en place et d'améliorer la conception de ceux à venir.
AFO AGR IRD 2020 risques climatiques agriculture AFO	Risques climatiques et agriculture en Afrique de l'Ouest	Le MAEDI (France) a soutenu un projet de Fonds de solidarité prioritaire « Agriculture et gestion des risques climatiques : outils et recherches en Afrique » (FSP Agricora) mené entre 2016 et 2018 et coordonné par l'Institut de recherche pour le développement (IRD). L'objectif principal du FSP Agricora a été de contribuer à l'élaboration d'outils efficaces de gestion du risque climatique. L'objectif du document est d'aider à la prise en compte des résultats de la recherche sur le changement climatique dans la planification et l'utilisation des outils récents dans la prise de décision pour réduire ces risques. L'ouvrage s'organise selon trois axes thématiques reflétant différents enjeux interdisciplinaires de recherche qui ciblent chacun des outils différents de gestion du risque climatique pour l'agriculture familiale : 1) information agroclimatique pour l'aide à la décision 2) aménagement des zones inondables et 3) pratiques agroécologiques.
AFO AGR Soule 2013 Revue strategies nationales investissement agricoles filieres	Revue analytique des stratégies nationales d'investissement et de politiques agricoles destinées aux filières de base en Afrique de l'ouest	L'objectif général de ce travail est de faire une revue des politiques nationales et régionales d'investissement et de leur impact sur les filières de base en Afrique de l'Ouest. De façon spécifique, l'étude vise à : (a). Faire un inventaire de l'état de développement des politiques nationales et des stratégies d'investissements dans l'agriculture, déployées par les pays de l'Afrique de l'Ouest, notamment en relation avec le pilier II

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		<p>du processus du PDDAA relatif au développement de la compétitivité des filières agricoles et des accès au marché, et au renforcement de la capacité des organisations professionnelles et paysannes.</p> <p>(b). Examiner le rôle que la politique nationale peut jouer pour mieux faciliter une meilleure restructuration des organisations de producteurs, vu la spécificité des filières de produits de base. Quels types de formation et d'assistance paraissent plus aptes à améliorer la capacité économique et technique des coopératives/GICs, y compris une réglementation adaptée des différentes filières tout au long de la chaîne de valeur (réglementation du cadre déontologique des transformateurs et des agro-industriels) et le support à la commercialisation du surplus de production.</p> <p>(c). Analyser à travers des exemples concrets de filières agricoles de base, par quel moyen les politiques, investissements ou initiatives publiques-privées peuvent aider à lever les goulots d'étranglement à un ou plusieurs stades des filières de produits de base, y compris les contraintes de capitalisation, d'accès aux moyens de production et d'écoulement des produits à des prix rémunérateurs.</p>
<p>AFR AGR Feyaerts 2019 Global and local value chains in Africa</p>	<p>Global and Local Food Value Chains in Africa: A Review</p>	<p>Les liens entre les chaînes de valeur mondiales et locales sont rarement étudiés. D'une part, le développement et l'expansion des chaînes de valeur mondiales peuvent créer une concurrence avec les chaînes de valeur locales pour la terre, la main-d'œuvre, l'eau, les éléments nutritifs du sol et d'autres ressources. En revanche, des retombées positives, telles que des retombées sur l'investissement, techniques ou institutionnelles, peuvent se produire et stimuler le développement des chaînes de valeur locales. Dans cet article, nous proposons une discussion conceptuelle sur le type de liens entre les chaînes de valeur mondiales et locales, et comment ceux-ci dépendent des caractéristiques des cultures et de la chaîne de valeur. Nous passons en revue les preuves empiriques de ces liens. Nous nous concentrons sur l'Afrique, où les exportations agroalimentaires et les chaînes de valeur mondiales ont évolué rapidement et où des défis subsistent pour améliorer et accroître l'efficacité des chaînes de valeur alimentaires locales</p>
<p>AFR AGR Inter reseaux 2019 growing role of private sector in agricultural and food policy</p>	<p>growing role of private sector in agricultural and food policy in Africa</p>	<p>Autrefois maintenues à distance des politiques publiques, les entreprises multinationales sont aujourd'hui couramment considérées comme des partenaires clef pour la conception et la mise en œuvre de politiques, aussi bien par les dirigeants africains que par les donateurs. Comment s'est opéré ce changement de paradigme ? A quel point le « secteur privé » influe-t-il aujourd'hui sur les orientations en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire ? Quels sont les enjeux que soulèvent ces nouvelles alliances ? Tels sont les grands points qui sont évoqués dans cette note écrite à plusieurs mains, qui constitue le fruit d'une réflexion collective et un point d'étape dans une réflexion thématique menée par Inter-réseaux</p>
<p>AFR AGR Kojo 2019 Global value chains and agribusiness Africa</p>	<p>Global Value Chains and Agribusiness in Africa: Upgrading or Capturing Smallholder Production?</p>	<p>Cet article examine de manière critique le concept de chaînes de valeur agraires en Afrique, en explorant dans quelle mesure elles reflètent l'expansion de l'agro-industrie et son influence sur l'agriculture. Il retrace l'essor de l'agro-industrie aux États-Unis en tant que système basé sur l'extraction de valeur par le contrôle de la commercialisation, de la transformation et de la vente au détail des intrants dans la période d'après-guerre. Il examine la relation étroite entre l'impérialisme américain et l'expansion de l'agro-industrie et la facilitation des intérêts de l'agro-industrie par la montée du néolibéralisme et l'ouverture des marchés mondiaux. Dans un contexte de monopoles, de</p>

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		<p>fusions et de reprises, il s'interroge sur la mesure dans laquelle les conceptions de la mise à niveau par l'intégration des petits exploitants dans les chaînes agro-industrielles reflètent fidèlement le sort des petits exploitants. Il fait valoir que loin de constituer un système dynamique d'entrepreneuriat qui facilite l'acquisition de nouvelles compétences par les agriculteurs, la mise à niveau de la production et des revenus plus élevés, l'agrobusiness constitue un système de capture de valeur dans lequel les sociétés transnationales étendent leur contrôle sur la production et la commercialisation par des rachats et des contrats dispositions qui contrôlent la production des agriculteurs. Ceci est largement absent des cadres des chaînes de valeur, car ils se concentrent sur les transformations des produits de base plutôt que sur les relations de production existantes, font des hypothèses sur la relation entre la modernisation et l'intégration dans les marchés mondiaux et supposent que les échecs de mise à niveau résultent des particularités des et les contextes régionaux plutôt que les pratiques agro-industrielles.</p>
<p>AFR AGR Liagre 2005 Referentiel strategique appui filières</p>	<p>Proposition d'un référentiel stratégique d'appui aux filières</p>	<p>Cette capitalisation vise à appuyer les OSI dans la formulation et la réflexion de leurs stratégies d'appui aux filières agroalimentaires ou artisanales d'exportation vers le Nord, afin que celles-ci soient plus cohérentes et efficaces. En effet, si le commerce équitable, solidaire, éthique est aujourd'hui en vogue, il n'en est pas moins un sujet complexe : suscitant un intérêt croissant des consommateurs et ouvrant de nouveaux potentiels de marchés, il attire un de nouvelle génération d'opérateurs économiques, il fait l'objet d'attentions nouvelles du monde politique. Ainsi, les OSI tendent à investir le champ du commerce Nord/Sud, qui leur apparut longtemps comme le « domaine réservé » des entreprises. Les OSI qui appuient des filières agroalimentaires et artisanales d'exportation vers le Nord doivent effectuer de multiples choix stratégiques (types de filières – bio, équitable, AOC... – échelles d'intervention, modalités d'appui, alliances ...), dans un cadre où la réalité économique et les stratégies des acteurs du commerce peuvent apparaître en confrontation avec les valeurs portées par les OSI : comment ces dernières « passent-elles de l'éthique à la pratique » ou élaborent-elles des stratégies d'appui aux filières qui correspondent durablement à leurs finalités</p>
<p>AFR AGR OCDE FAO 2016 perspectives et enjeux agriculture subsaharienne</p>	<p>L'agriculture en Afrique subsaharienne : Perspectives et enjeux de la décennie à venir</p>	<p>Le présent chapitre porte sur l'agriculture en Afrique subsaharienne en s'attachant plus particulièrement aux perspectives et enjeux pour la décennie à venir. Il examine la performance du secteur, décrit le contexte dans lequel opèrent actuellement les marchés, présente des projections quantitatives détaillées à moyen terme pour la décennie 2016-25, et évalue les principaux risques et incertitudes. Les perspectives de l'agriculture en Afrique subsaharienne s'inscrivent dans un contexte dominé par plusieurs mégatendances qui façonnent le développement du secteur. Parmi elles, on peut citer la croissance démographique rapide, l'urbanisation et la diversification rurale, qui vont de pair avec une transformation structurelle propice à l'emploi non agricole au détriment de l'emploi agricole, la montée en puissance de la classe moyenne et l'intérêt croissant (au niveau local et mondial) pour les terres agricoles du continent. Les perspectives de l'agriculture sont globalement positives, mais pourraient être encore améliorées grâce à une action systématique des pouvoirs publics et des investissements stratégiques, en particulier dans les infrastructures rurales</p>
<p>BKF AGR FAO 2013 Revue politiques agricoles alimentaires Burkina Faso</p>	<p>Revue des politiques agricoles et alimentaires au Burkina Faso</p>	<p>La revue des politiques agricoles et alimentaires du Burkina Faso est un rapport qui fournit une analyse approfondie de l'impact des politiques agricoles et alimentaires du Burkina Faso sur une période de 2005 à 2010. Ce rapport examine attentivement les incitations et les pénalisations</p>

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		rencontrées par les producteurs et les consommateurs de dix produits de base clés de l'agriculture. Il présente également la composition et le niveau de dépenses publiques en soutien à l'agriculture. Enfin, le rapport offre une analyse du niveau d'alignement des dépenses publiques avec les mesures politiques mises en œuvre dans le pays, et de la cohérence des politiques agricoles avec les objectifs gouvernementaux. Les opportunités d'investissement dans les différentes filières sont par ailleurs examinées. Le rapport a été élaboré à partir de dix notes techniques détaillées qui offrent des analyses approfondies et innovantes pour huit principaux produits ainsi que sur les dépenses publiques de l'Etat Burkinabé et les dépenses liées à l'aide. L'objectif principal de cette revue est de soutenir le dialogue entre les principaux décideurs et aussi avec leurs partenaires au développement sur les politiques agricoles et alimentaires au Burkina Faso.
BKF AGR Faso Ingénierie 2018 Etude gestion durable aménagements hydro-agricoles organisations producteurs	Etudes thématiques sur la gestion durable des aménagements hydro-agricoles par les organisations de producteurs du Burkina Faso	Ce document présente de manière holistique et détaillée la problématique de la gestion durable des aménagements, des infrastructures et des systèmes de production sur les différents types de périmètres aménagés du Burkina Faso. Il dresse en particulier l'état des lieux et conduit l'analyse de la situation actuelle des aménagements, notamment les statuts et les modes de gestion des exploitations (droits de propriété et d'usage etc.) et les modes de gestion des infrastructures d'irrigation (système d'entretien et de maintenance mis en place etc.). Enfin l'étude propose sur la base des goulots d'étranglements identifiés par le diagnostic des solutions pour une gestion durable, efficace et efficiente des AHA du Burkina Faso.
BKF AGR Faure 2018 Rapport diagnostic gestion eau	Rapport diagnostic de la gestion de l'eau, l'entretien des ouvrages hydrauliques, de la maintenance des équipements et de la collecte des redevances relatif à l'exploitation de nouveaux aménagements du pôle de croissance de Bagré	Ce document de 2018 de la SAGI Bagrépôle est un diagnostic de la qualité de l'entretien et de la gestion des aménagements hydro agricoles, de leur contribution effective à l'atteinte des objectifs de production et des objectifs économiques. Il expose la typologie des aménagements hydro agricoles (AHA) et établit un état des lieux des AHA. Il apprécie la gestion de l'eau par les acteurs impliqués en s'intéressant au niveau de responsabilité, à la qualité des interventions, à la gouvernance. Le diagnostic réalisé montre l'importance du travail nécessaire sur les périmètres existants, aussi bien aux plans techniques qu'organisationnels, pour remettre à niveau l'ensemble des fonctions, le plus souvent par le choix d'options nouvelles et l'élaboration de règles et de méthodes appropriées. Il permet par ailleurs de valider des pistes pour l'organisation des futurs périmètres en matière d'exploitation maintenance d'une part, en matière de création d'associations d'irrigants d'autre part.
MAL AGR API xxxx investir secteur fruits légumes	Investir dans le secteur des fruits et légumes au Mali	Ce résumé sous forme de slides de l'Agence pour la Promotion des Investissements du Mali (API) à l'attention des investisseurs donne des orientations relatives aux facilités des investissements et expose les politiques publiques favorables aux investissements. Le document, tout en donnant la situation des programmes partenaires pour le renforcement de l'industrie agricole du Mali, rappelle les mesures incitatives fiscales et douanières prises par l'état et les procédures d'accès à la terre pour les investissements agro-industriels stipulés dans le code sur les terres publiques et privées. Il produit enfin plusieurs analyses de marché synthétiques qui visent à démontrer l'attractivité des filières agricoles maliennes pour les investisseurs.
MAL AGR Austin 2008 Opportunités investissement filières mangue pomme de terre tomate oignon	Opportunités d'investissement dans les filières mangue, pomme de terre, tomate, oignon	Ce document de 2008 est issu d'une étude commissionnée par IFC pour le développement du secteur privé dans le secteur agriculture. Le rapport identifie les contraintes à l'investissement et formule des recommandations visant à améliorer le climat d'investissement, avec pour objectif d'améliorer la croissance et la compétitivité des filières prioritaires. L'analyse repose d'une manière

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		générale, sur une méthodologie de filière qui analyse systématiquement toutes les activités de valeur ajoutée nécessaires afin de livrer un produit agricole, depuis le champ jusqu'au consommateur final. Les opportunités d'investissement spécifiques aux filières mangue, pomme de terre, tomate et oignon au Mali sont présentées à travers l'identification des principales contraintes qui pèsent sur les maillons production, commercialisation et transformation.
MAL AGR Diakite 2014 Analyse chaîne valeur produits horticoles	Analyse de la chaîne de valeur des produits horticoles: tomates fraîches, échalotes fraîches, Gombos et Choux au Mali	L'étude a pour objectif de contribuer à une meilleure connaissance de la chaîne de valeur des cultures horticoles au Mali (échalotes, oignons, tomates, gombo, choux et pomme de terre. Elle est structurée en trois parties : i) analyse de la production des chaînes, ii) analyse de la transformation et iii) analyse de la commercialisation des produits horticoles au Mali. Elle décrit dans un premier temps les chaînes de valeur en identifiant les acteurs et leur organisation au niveau de chaque maillon. Ensuite, elle propose une analyse approfondie à partir de statistiques socio-économiques et d'indicateurs clés pour caractériser et rendre compte de la performance de chaque maillon pour les cultures considérées.
MAL AGR Gergely 2002 Etude compétitivité filières agricoles	Etude sur la compétitivité des filières agricoles au Mali (filières mangues, haricots verts, pommes de terre, tomate, pois, sucre, sésame et coton)	La présente étude est focalisée sur un certain nombre de filières choisies en fonction de l'intérêt potentiel qu'elles présentent pour le développement de l'agriculture commerciale au Mali. L'étude s'est attachée à : (i) analyser la rentabilité et la compétitivité des filières retenues, notamment, chaque fois que possible, en comparant les performances de ces filières au Mali et dans certains pays pertinents de la sous-région; (ii) déterminer les perspectives de marché et de croissance de ces filières, tant vis-à-vis du marché intérieur que du marché d'exportation ; (iii) identifier les principales contraintes au développement de ces filières, ainsi que les voies d'amélioration qui pourraient être développées dans le cadre du projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale, mis en œuvre par l'APROFA. Les filières étudiées sont : l'oignon/échalote, la pomme de terre, la mangue, le haricot, le sésame, le pois sucré et la tomate. Pour chaque filière, l'auteur donne des détails sur les points tels que la production, la transformation/commercialisation, le prix et la marge de commercialisation, les flux commerciaux et l'approvisionnement du marché, les circuits commerciaux, la rentabilité et compétitive, le potentiel de marché et la stratégie d'amélioration. Ce document bien que déjà ancien est cité dans plusieurs rapports d'analyse des filières agricoles au Mali.
MAL AGR Haggblade 2014 Promotion chaîne valeur inclusive perspectives potentialités horticulture	Promotion d'une chaîne de valeur inclusive: perspectives et potentialités des produits horticoles au Mali	Document de travail du Programme de Renforcement et de Recherche sur la Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRESAO) qui est un programme de recherche appliquée visant le renforcement des capacités dans le domaine des politiques de sécurité alimentaire. Ce rapport explore cinq chaînes de valeur horticoles au Mali afin d'identifier les opportunités existantes et potentielles de croissance des revenus des groupes vulnérables. Un travail analytique en trois étapes est effectué par l'auteur à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • la description de la structure actuelle des divers canaux de distribution ainsi que les créneaux sur lesquels les groupes vulnérables participent ; • l'analyse des dynamiques en cours, des forces motrices et leurs impacts sur la compétitivité des groupes vulnérables ; • l'identification des actions de nature à favoriser une croissance inclusive qui bénéficiera aux pauvres, aux femmes et aux jeunes.

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
MAL AGR Minagri 2010 Filières agricoles porteuses investissements	Les filières agricoles porteuses pour les investissements au Mali	Le présent document, fruit d'une réunion avec une délégation du Royaume d'Arabie Saoudite, est structuré en trois grandes parties à savoir : la présentation du secteur agricole, les opportunités par filière et les politiques sectorielles favorisant les investissements. Il a pour objectif de fournir tous les renseignements sur le secteur agricole susceptibles de favoriser une intervention des investisseurs tout en mettant en exergue la volonté politique, institutionnelle et législative du gouvernement malien. Il expose les données clef caractérisant le secteur agricole au Mali : superficie agricole totale et exploitée, ressources en eau, surfaces irrigables, etc. La diversité des cultures, le cadre législatif et réglementaire (LOA et autres) et le budget alloué à l'agriculture fixent un cadre attractif pour les investisseurs. Le document souligne l'importance de mettre en place un code des investissements spécifique au secteur agricole.
MAL AGR Minagri 2018 Plan campagne agricole consolidé harmonisé 2018/2019	Plan de campagne agricole consolidé et harmonisé 2018/2019	Le plan de campagne agricole est un document de programmation qui définit un ensemble d'objectifs, d'activités, de stratégies cohérentes et de ressources destinées à promouvoir les activités agricoles. Bien qu'étant un document de programmation, le plan de campagne commence par faire le bilan synoptique des réalisations de la campagne précédente des productions végétales. Les différents programmes d'intervention par filière ou chaîne de valeurs contenues dans le plan de campagne sont déclinés en objectifs, stratégies d'intervention, composantes, coûts et plans de financement.
MAL AGR MinDevRu 2014 Rapport annuel PCDA	Rapport annuel d'activités PCDA 2013	Ce rapport annuel fait l'état de l'avancement du programme technique et du budget du PCDA au 31 décembre 2013. Il couvre : le diagnostic et la préparation de nouveaux sous-projets particulièrement dans les filières maraichères (échalote et pomme de terre), le suivi de la mise en œuvre, l'accompagnement des organisations interprofessionnelles à travers le renforcement institutionnel et opérationnel, l'appui aux interprofessions pour la planification des campagnes et le suivi des marchés. L'objectif de développement du PCDA est de contribuer à la levée des contraintes critiques au développement d'un certain nombre de filières commerciales agricoles, d'élevage et de pêche pour lesquelles le Mali jouit d'un avantage comparatif et d'opportunités de marché confirmées. Les principaux résultats attendus du programme sont : (i) des itinéraires techniques de production et de transformation adaptés et performants disponibles pour les filières, prioritaires ; (ii) un accroissement en quantité et en valeur des productions et des exportations agro-pastorales des filières sélectionnées ; (iii) des opérateurs économiques performants, organisés et conscients des exigences du marché, tant au niveau de la production (amélioration de la qualité) que de l'exportation (régularité des approvisionnements) ; (iv) un accroissement de l'investissement et du taux de satisfaction des besoins en financement dans les secteurs d'activités des filières retenues ; (v) des infrastructures de commercialisation, de stockage/conservation et de communication réalisées utilisées de manière efficace.
MAU AGR Abdelkader 2006 Etat des lieux et perspectives secteur rural Aspects institutionnels et fonciers	Etat des lieux du secteur rural Aspects institutionnels et organisationnel v2	Le rapport se rapporte à une analyse des aspects institutionnels et fonciers du secteur rural, à partir des informations disponibles et pouvant aider à définir un programme à court, moyen et long terme, de nature à contribuer à redynamiser l'ensemble dudit secteur. Le rapport est articulé autour des aspects ci-après : - Un bref aperçu du contexte général du secteur rural, même si cela peut paraître redondant ou superfétatoire.

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		<p>- Un diagnostic des institutions publiques et privées participant à l'action agricole</p> <p>- Une ébauche de stratégie de renforcement desdites institutions</p> <p>- Une revue de l'évolution du cadre juridique régissant la propriété terrienne</p> <p>Le rapport aborde également l'évolution du cadre juridique foncier, en relation avec celle du secteur et sa capacité actuelle et à terme, de répondre aux besoins d'un accès assuré des paysans pauvres en particulier, à la propriété terrienne.</p>
<p>MAU AGR CERTIF 2018 Rapport Diagnostic SONADER</p>	<p>Rapport de diagnostic général de la situation de la Sonader. Revue institutionnelle du secteur agricole – cas de la SONADER</p>	<p>Il s'agit d'une étude commanditée pour faire l'audit organisationnel et institutionnel de la SONADER en vue d'identifier les responsabilités qu'elle pourrait être amenée à jouer dans le futur.</p> <p>Les résultats de l'étude sont présentés dans deux tomes, dont le premier est le présent document de diagnostic, qui s'articule sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rappel de l'historique de la Sonader et l'état des lieux de sa situation actuelle - L'appréciation des performances de la société dans la réalisation de ses missions actuelles, - L'appréciation de la pertinence de sa structure organisationnelle interne, de ses modes opératoires et procédures, pour mener ces nouvelles missions ; - La formulation de propositions pour l'adaptation conséquente de ses statuts, de son organigramme, de ses ressources (humaines, financières...), de ses modes opératoires et procédures, aux exigences de son environnement actuel. - La préparation d'un plan d'action détaillé de mise en œuvre de la réforme. <p>Cette étude apporte un éclairage critique sur l'organisation et le fonctionnement de la SONADER en vue d'identifier les futures missions qu'elle pourrait assurer dans le cadre du PDRI et les actions nécessaires au renforcement de son rôle en tant que structure d'appui à l'agriculture irriguée.</p>
<p>MAU AGR CERTIF 2018 Rapport sur restructuration stratégique SONADER VF</p>	<p>Rapport définitif sur le schéma de restructuration stratégique. Revue institutionnelle du secteur agricole – cas de la SONADER</p>	<p>Il s'agit d'une étude commanditée pour faire l'audit organisationnel et institutionnel de la SONADER en vue d'identifier les responsabilités qu'elle pourrait être amenée à jouer dans le futur.</p> <p>Les résultats de l'étude sont présentés dans deux tomes, dont le second est le rapport de restructuration. Il est utile pour aligner des recommandations avec les ambitions de la Sonader</p>
<p>MAU AGR Cheikh Dih 2014 RAPPORT PROVISOIRE SUR LES INVESTISSEMENTS AGRICILES</p>	<p>Analyse des investissements publics dans le secteur agricole en Mauritanie</p>	<p>L'objectif de cette étude est d'analyser les programmes/ plans/projets d'investissements agricoles en Mauritanie</p> <p>L'étude est structurée en 7 points : 1) Les raisons du choix prioritaire du sous-secteur de l'agriculture irriguée 2) L'évolution de la répartition des investissements agricoles dans le budget de l'Etat ; 3) L'impact de l'organisation institutionnelle et des projets autonomes sur le fonctionnement des structures du MDR 4) Processus d'élaboration du programme national d'investissement agricole (PNIA) 5) Analyse sectorielle des défis et des opportunités que présente chaque sous-secteur; 6) Les actions stratégiques prioritaires de développement du secteur rural et 7) Les axes prioritaires d'investissement au niveau de chaque sous-secteur.</p>
<p>MAU AGR CMAP 2016 La compétitivités des filières céréalières en Mauritanie</p>	<p>Etude sur la compétitivité des filières céréalières en Mauritanie - rapport provisoire</p>	<p>L'étude commence par la clarification des notions de compétitivité, des types de (compétitivité pris et hors prix) et aussi de filière.</p> <p>Elle présente la typologie des filières céréalières pratiquées en Mauritanie, y compris celle du riz</p> <p>Elle présente les efforts récents de l'Etat pour le développement du secteur agricole</p> <p>Elle aborde également la structure des marchés des céréales, y compris celle du riz.</p> <p>Les marchés céréaliers peuvent être classés en plusieurs catégories selon l'étape de</p>

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		<p>commercialisation qu'ils représentent : marchés de collecte, marchés de regroupement, marchés de consommation, et selon leur situation géographique : marchés intérieurs et marchés frontaliers. il a complété la caractérisation des marchés en mettant en exergue :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les acteurs : le marché est composé trois types d'acteurs, notamment • Public - • Privé – formel • Privé informel. 2. L'offre se compose de la production nationale, les importations et les dons de la sécurité alimentaire 3. La demande nationale en produits céréaliers (riz) 4. La distribution des produits céréaliers 5. Les Prix : la compétitivité Prix de produits locaux (le Riz pris comme exemple) <p>Enfin, elle met en exergue les contraintes de la compétitivité et les solutions à envisager pour les lever.</p>
MAU AGR DSIA 2018 série statistiques cultures céréalières	série statistiques des emblavures et productions des cultures céréalières en mauritanie	<p>Il s'agit de la série des résultats des campagne agricoles au cours des années agricole 19983-1984 jusqu'à l'année 2017-2018, qui sont mis dans les deux tableaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evolution de la superficie cultivée en ha par Typologie et par type de culture • Evolution de la production brute en tonnes par typologie et type de culture <p>Ces tableaux sont mis dans le portail du MDR www.agriculture.mr et sont périodiquement (normalement annuellement) actualisés par la Direction des statistiques et systèmes d'informations agricoles (DSSIA) du MDR. Les données se rapportant à la campagne de riz sont dans les deux colonnes cultures irriguées/hivernage/riz et cultures irriguées/CSC/riz</p>
MAU AGR FAO 2015 Plan National du développement agricole	Plan National du développement agricole	<p>Le Plan national de développement agricole (PNDA) est conçu pour mettre en œuvre les orientations définies par la SDSR adoptée comme cadre de référence des interventions de l'Etat, des Partenaires au Développement et de l'ensemble des acteurs opérant dans le cadre de développement du secteur rural. L'objectif global du PNDA est de « Promouvoir une agriculture moderne, compétitive, et durable par le développement des filières végétales à fortes potentialités de croissance ». Sur cette base, le PNDA a opté pour la mise en place et le développement de filières jugées stratégiques dont le riz.</p> <p>Les objectifs spécifiques du PNDA se traduisent en quatre programmes principaux, déclinés en sous-programmes à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> Programme 1. Intensification et diversification de la production agricole Programme 2. Promotion de la compétitivité des filières agricoles Programme 3. Gestion durable des ressources naturelles Programme 4. Amélioration de la qualité des services agricoles <p>Il englobe pour chaque filière, en particulier pour la culture de riz, un état des lieux du développement de la filière (infrastructures, acteurs, productions, stockage, transformation, commercialisation contraintes atouts, recommandations...) et un programme pour son développement à l'horizon 2025. Il englobe également les données sur le foncier, le financement et les institutions de service agricoles.</p>
MAU AGR HTSPE Limited 2014 Rapport Final RISAP	Revue institutionnelle du secteur agricole et pastoral - Composante	<p>La revue institutionnelle du secteur du développement rural. Il répond à trois questions essentielles : (i) Quel type d'administration incarne le Ministère du développement rural dans son état</p>

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
	1. Etat des lieux et principaux chantiers de reformes institutionnelles et organisationnelles	<p>institutionnel et fonctionnel actuel et vers quel type d'administration doit-il tendre désormais pour affirmer son leadership dans le pilotage de la stratégie de développement du secteur rural (SDSR) ? (ii) Comment améliorer l'environnement interne et externe du secteur afin de construire de nouvelles dynamiques de développement rural axées sur des Tables Filières efficaces et une offre satisfaisante de services aux éleveurs et agriculteurs ? et (iii) Comment améliorer l'efficacité du développement dans les sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage selon les principes des Déclarations de Paris, d'Accra et de Busan ?</p> <p>Le document est construit autour de trois repères d'analyse du système de gouvernance du secteur et selon une approche globale. Le premier repère est consacré aux atouts et acquis du système de gouvernance. Le second repère est dédié aux points critiques synthétisant les faiblesses et les menaces au niveau de l'environnement interne et externe du secteur, intégrant les dysfonctionnements et les imperfections de chacun des sous-secteurs. Enfin, le troisième repère porte sur le plan d'actions décennal des réformes et constitue une synthèse des Fiches Actions de Réformes (FAR).</p>
MAU AGR MEF 2016 stratégie de croissance accélérée et prospérité partagée Volume 1	stratégie de croissance accélérée et prospérité partagée Volume 1 diagnostic social économique et environnemental	<p>A travers la de la Stratégie Nationale de Croissance Accélérée et Prospérité Partagée, l'action de l'Etat visera à garantir d'abord une croissance accélérée, inclusive et durable, puis le renforcement du capital humain et l'accès équitable de tous aux services sociaux de base. Cette stratégie constitue le cadre de référence pour toutes les actions de développement. Elle se veut programmatique, et constitue la norme l'orientation des politiques nationales.</p> <p>Les orientations de la SCAPP pour la période 2016-2030 (SCAPP) s'articule autour des trois leviers complémentaires dont le levier stratégique de la promotion d'une croissance économique forte, inclusive et durable.</p> <p>Elle est constitué de de deux volumes dont le présent document qui a pour objet : le diagnostic social, économique, institutionnel et environnemental.</p> <p>Ce document est en phase avec le PNDA et il contient certaines informations se rapportant à la filière riz, le climat des affaires, le foncier et l'emploi et occupations...</p>
MAU AGR Sonader 2017 mise en place mécanisme gestion maintenances infrastructures hydroagricoles	Etude pour la mise en place mécanisme de gestion et de la maintenances des axes hydrauliques et des infrastructures hydroagricoles	<p>L'objectif de l'étude est de proposer un système de gestion et de maintenance qui assure une exploitation durable et optimale des périmètres irrigués et des ouvrages des axes hydrauliques.</p> <p>Dans cette étude il est déterminé, pour les périmètres irrigués tout comme pour les axes hydrauliques, la nature, les volumes, la périodicité et les coûts des travaux de maintenance nécessaires par type d'infrastructures (ouvrages, équipements ou stations de pompage, digues, réseaux d'irrigation et de drainage, ouvrages de génie civil, pistes et parcelles, etc.).</p> <p>Il est évalué les coûts nécessaires pour la mise en place, au niveau de chaque périmètre et de chacun des axes hydrauliques, d'un fond d'entretien et de gestion en prenant en compte les coûts relatifs à leur gestion et ceux liés à leur maintenance.</p> <p>Il est proposé des modalités de mise en œuvre des activités de gestion et maintenance des périmètres et des axes hydrauliques, notamment la programmation, la réalisation, la réception et la facturation des travaux. Ces modalités vont inclure les systèmes de recensement des charges liées à la gestion et la maintenance, la répartition de ces coûts entre les exploitants agricoles pour les périmètres et les différents usagers des axes hydrauliques, l'État, ou tout autre acteur impliqué dans l'exploitation des</p>

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		axes hydrauliques (communes, le fond régional de développement), le système de recouvrement des participations, etc.
NIG AGR Ehrnrooth 2011 bilan irrigation Niger 1960-2010	Projets et programmes de développement de l'irrigation au Niger (1960-2010) : Eléments pour un bilan	ce rapport présente des éléments pour un bilan qui reste à établir plus précisément. Ce rapport se fonde sur un important travail, entrepris par le CEIPI, de collecte et d'analyse de l'information relative au développement de l'irrigation au Niger. Cette information est dispersée, souvent difficilement accessible et parcellaire. Si les aménagements hydro-agricoles sont assez bien documentés, les surfaces irriguées dans le cadre des périmètres de contre-saison, qui constituent une part importante des terres irriguées dans le pays, sont difficiles à évaluer. Un point important également mis en lumière par cette synthèse est l'absence quasi-totale d'information sur le développement de l'irrigation résultant d'initiatives individuelles hors projet, c'est-à-dire d'initiatives n'ayant pas bénéficié d'appui financier ou technique
SEN AGR DUTEURTRE 2008 Organisations professionnelles agricoles	Les organisations professionnelles agricoles au Sénégal : de nouveaux outils de régulation des marchés ?	Ce rapport diagnostique les organisations interprofessionnelles agricoles au Sénégal. Le rapport montre qu'en général, les organisations interprofessionnelles comme celle de la tomate ont simplement une fonction de plaidoyer. Les questions liées à la régulation des marchés ne sont pas prises en charge par ces organisations. Le chapitre 8 est dédié à l'organisation de la filière tomate qui est considérée comme un succès story par rapport aux autres organisations. FALL et Duteurtre soulignent que c'est une filière bien intégrée et que la tomate industrielle est une production agricole contractuelle. Le rapport souligne aussi que la filière tomate industrielle bénéficie en effet depuis longtemps d'un soutien important de l'État. Le rapport parle de la composition du comité, de sa structuration de ses missions et de son financement.
SEN AGR Gergely 2014 Identification possibilité appui filières porteuses	Identification des possibilités d'appui aux filières de commercialisations porteuses	Ce rapport fait part d'un diagnostic élargi à cinq filières dont le riz. Son centre d'intérêt est constitué d'une stratégie d'optimisation des résultats productifs des différentes filières en partant d'une analyse systémique. Le programme d'actions sous-jacent définit les différents axes stratégiques tout en se limitant à une approche par filière dans un contexte de quasi généralisation de la polyculture élevage dans les exploitations agricoles familiales. Par ailleurs, il y est soumis assez d'éléments de définition du calendrier cultural qui offre au document une polyvalence d'utilisation à différentes échelles (industriel, domestique). Il met à disposition des éléments de taille pour orienter une approche politique suivant les objectifs de base (encouragement à l'exportation, satisfaction des besoins locaux) et peut être exploité au niveau gouvernemental comme à l'échelle d'une organisation faitière de producteurs
SEN AGR MAER 2018 lettre de politique sectorielle de développement de l'agriculture 2018-2022 Senegal	Lettre de politique sectorielle de développement de l'agriculture (LPSDA) 2018- 2022	Ce rapport est le fruit de la concertation de tous les acteurs du MAER, le document est coordonné par la DAPSA. Il définit les modalités opérationnelles de contribution du secteur de l'Agriculture à l'atteinte des objectifs prédéfinis dans la politique économique nationale. Il a une portée institutionnelle forte et constitue la déclinaison des programmes comme le PRACAS. Toutes les structures de développement du MAER comme la SODAGRI, la SAED entre autres conduisent leurs différents PTBA sur la base des orientations définies dans la LPSDA. Le dit document est soumis à une évaluation annuelle sur la forme d'une revue des performances et les différentes observations sont proposées à éligibilité dans la Loi des Finances Initiale et/ou Rectificative. Les limites de ce document sont qu'il ne fait pas ressortir les limites spécifiques des structures concernées mais opère plutôt une analyse sur la base des résultats enregistrés par le département (MAER)

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
SEN AGR MAER PRACAS 2019-2023	Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture Sénégalaise (PRACAS) 2019-2023	Le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) constitue la partie qui s'occupe du développement agricole dans le Plan Sénégal Emergent. il décline les modalités pour l'atteinte des objectifs reliés aux axes Transformation de l'économie et Développement du capital humain. Le programme définit les activités budgétisées via un plan pluriannuel. Par contre, la planification dont il est fait état ne constitue pas un engagement indéfectible de l'Etat ou encore des partenaires techniques et financiers. Il y est projeté l'atteinte de l'autosuffisance en riz en 2023 entre autres spéculations. Dans le même temps, il y est consacré un chapitre investissements planifiant les aménagements hydroagricoles, le matériel agricole mais aussi la dynamique organisationnelle requise pour une optimisation des interventions.
SEN AGR Soullier 2018 Les effets des investissements agrobusiness sur les agriculteurs familiaux	Les effets des investissements d'agrobusiness sur les agriculteurs familiaux. Le cas de la vallée du fleuve Sénégal.	Cet article s'intéresse à l'évolution des exploitations familiales en fonction de l'ouverture de l'environnement économique à l'agrobusiness. Ainsi, les centres d'intérêt sont relatifs à la gouvernance foncière, à l'accès au marché, à la formation du revenu agricole annuel, à la conformation de différentes chaînes de valeur (Riz, agrocarburants, oignon, tomate). Il y est étudié l'impact de l'implantation de l'agrobusiness sur le rôle des exploitations familiales dans l'économie locale mais aussi sur la place des différents acteurs au sein des filières ciblées. Un condensé d'interviews de plus de 600 producteurs, de tables rondes, d'ateliers et de panels permet une meilleure compréhension du sujet. Il est retenu que le juste milieu devra être déterminé pour une pleine expression productive de l'ensemble des acteurs.
TCD AGR ANADER 2020 Plan action et budget 2020	Plan d'action de la campagne agricole 2020	Ce plan d'action définit la mission assignée à l'ANADER: (1) Appuyer l'intensification et la diversification des productions agricoles, (2) Appuyer la formation et la structuration des organisations des professionnels agricoles pour une gestion efficace et efficiente des actions collectives, (3) Apporter l'appui conseil aux producteurs et leur organisation en gestion, en entretien en maintenance des ouvrages hydro-agricoles, (4) Appuyer la modernisation et l'industrialisation des filières de productions agricoles. L'objectif du plan est de contribuer à l'accroissement de la production et à l'amélioration des conditions de vie des producteurs ruraux par le renforcement des capacités techniques et opérationnelles, le développement de filières et le suivi et évaluation. La réussite du plan se fera par le recyclage et la formation, la diffusion des techniques de production, l'élaboration d'un répertoire des organisations paysannes, la mise à la disposition des producteurs (matériels agricoles, semences, engrais etc.), le diagnostic de l'état de fonctionnement des aménagements hydro-agricoles et une collaboration active avec les partenaires, les projets et programmes dans le cadre de prestation de service. Ce document est utile pour comprendre la réalité des rôles et attributions, ainsi que le positionnement de l'ANADER.
TCD AGR CROSET 2017 Téléphone mobile au Tchad	Téléphone mobile au Tchad: un marché en plein boom	La téléphonie mobile au Tchad est un marché en plein boom malgré des prix élevés et une qualité médiocre des services - tels sont les griefs des usagers. Ce secteur qui a connu un essor considérable depuis le début des années 2000 dispose d'un poids réel dans l'économie du pays et une contribution aux recettes budgétaires. Le nombre d'usagers unique de la téléphonie mobile est de 3,1 millions de personnes soit un taux de pénétration de 39,75% en 2014. Le taux de pénétration d'internet au Tchad reste faible (1,90% en 2011 contre 5,7% en Afrique subsaharienne). Cette hausse du taux de

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		pénétration se traduit par une hausse du chiffre d'affaires avec une croissance moyenne annuelle de l'ordre de 10% depuis 5 ans. Une étude de 2013 que chaque utilisateur de téléphone dépenserait en moyenne 2800 FCFA chaque mois pour ses communications (appels, SMS et internet). Les explications des prix élevés sont : la corruption, le faible niveau de développement des infrastructures routières et de transport, la crise énergétique récurrente, ... ».
TCD AGR DGR 2018 Liste détaillée des aménagements hydro agricoles	Liste détaillée des aménagement hydro agricole	il s'agit de la liste détaillée des aménagements hydro agricoles au Tchad, un rapport présenté par la Direction de Génie Rural et de l'Hydraulique Agricole lors de la réunion bilan du Ministère de la Production, de l'Irrigation et des équipements Agricoles en 2018. Les potentialités facilement irrigables font 335 000 ha et les surfaces totales aménagées sont à 43 552 ha soit 13% du potentiel irrigable. On distingue deux types d'aménagements à savoir : les aménagements en maîtrise totale d'eau : 18 648 ha et les aménagements en maîtrise partielle d'eau: 24 884 ha. Les difficultés sont : (1) manque des fonds d'entretien, (2) faibles ressources pour le suivi efficace, (3) faible capacité des organisations paysannes pour l'entretien des aménagements. Le rapport émet des suggestions : (1) mettre en place un mécanisme de financement des aménagements, (2) renforcer la capacité du personnel technique et des organisations paysannes
TCD AGR Huneau 2017 Bassin Lac Tchad Gestion intégrée	Gestion intégrée et durable des systèmes aquifères et des bassins partagés de la région du Sahel	Le bassin du lac Tchad a fait l'objet de plusieurs études hydrologiques : 1960,1969-1970, 1980, 1992, 2000, 2007 et complétées par le projet CHD/8/002 appuyé par l'AIEA et tout récemment par la coopération allemande (2010-2016). Ces diverses études tentent de mesurer les flux des eaux souterraines et le processus d'infiltration de l'aquifère dans le cas où les eaux de surface deviendraient un facteur limitant en saison sèche. Il s'agit de mettre à jour l'étendue et la qualité des ressources en eaux souterraines qui sont encore mal connues et aussi les informations techniques pertinentes qui sont considérées comme facteur limitant le développement de l'ensemble de la région du lac Tchad. Le réseau hydrographie du Chari-Logone pourvoit environ 95% du volume annuel d'eau du lac. La température est élevée tout le long de l'année et l'humidité très faible. Le rayonnement solaire intense et des vents forts entraînant une évapotranspiration potentielle élevée (environ 2200mm). L'évolution annuelle du débit médian est observée de septembre à novembre et les valeurs faibles en avril et mai. L'important phénomène qui touche les eaux souterraines sont les fortes concentrations de nitrate dans les puits et les forages. De 1983-1994, les besoins en eau d'irrigation ont augmenté de 200% provoquant une surexploitation des ressources en eau, déjà mises à rude épreuve par les fortes sécheresses.
TCD AGR MAI 2013 Plan quinquennal de développement de l'agriculture	Plan quinquennal de développement de l'agriculture au Tchad	Le document présente un cadre structuré et maîtrisé des actions en faveur du développement de l'agriculture tchadienne. il définit les axes prioritaires d'intervention : (1) La maîtrise et la gestion de l'eau (valoriser les eaux de surface et souterraines à travers les aménagements) ; (2) L'intensification et la diversification des productions agricoles (faciliter l'accès des producteurs aux principaux facteurs de production) ; (3) Le renforcement du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires (axé sur le système de prévention, d'alerte précoce et la diffusion des informations sur la situation alimentaire et nutritionnelle) ; (4) Le renforcement des capacités des services d'appui technique et des Organisations des Producteurs (renforcer la capacité de la vulgarisation, la recherche et la formation rurale) ; (5) L'appui à la promotion des filières agricoles porteuses (développer la

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		chaîne de valeur des cultures pour donner la valeur ajoutée tel que le riz). Il se compose d'activités synthétisées et regroupées en 22 composantes et un coût évalué à environ 1026 milliards de FCFA.
TCD AGR MEPD 2017 Plan national de Développement	Plan National de Développement (PND 2017-2021)	Le plan national de développement est un projet de société incarné dans la vision 2030. Il s'agit d'une émergence ancrée sur la cohésion nationale et sur la diversification des sources de croissance économique durable, créatrices d'emplois décents et permettant d'assurer à chaque Tchadien, l'accès équitable aux services sociaux de base. L'efficacité des politiques de développement au Tchad a été entravée par de nombreux facteurs dont la faible mobilisation des ressources, la faible appropriation, le problème de suivi-évaluation, etc. A ces facteurs se sont ajoutés la mauvaise conjoncture sur les marchés internationaux des matières premières et l'afflux des réfugiés induit par les crises sécuritaires transfrontalières. Les enjeux et défis à relever pour réaliser l'émergence en 2030 sont retenus dans quatre Axes stratégiques : (i) le renforcement de l'unité nationale ; (ii) le renforcement de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit ; (iii) le développement d'une économie diversifiée et compétitive ; et (iv) l'amélioration de la qualité de vie de la population tchadienne.
TCD AGR MPIEA 2020 synthèse du plan d'action d'urgence	Synthèse du plan d'action d'urgence consolidé pour la campagne agricole	Le Tchad a été touché par la pandémie de COVID-19 le 19 Mars 2020. Pour endiguer sa propagation, en plus des mesures barrières, le gouvernement a pris des mesures en procédant à la distribution des kits alimentaires aux ménages vulnérables et adopté un plan d'urgence au soutien à la production agricole. Or bien avant la pandémie, selon le cadre harmonisé, environ 453 000 personnes étaient déjà en insécurité alimentaire et nutritionnelle. Madame la Ministre en charge de l'agriculture a élaboré un plan d'action qui fixe un objectif de produire environ 3 133 000 tonnes de céréales pendant la campagne agricole. Cet objectif est accompagné des mesures : (1) L'acquisition de 70 000 tonnes des céréales, (2) acquisition d'intrants et des matériels pour la production agricole, (3) renforcer l'encadrement des producteurs par le recrutement de 300 conseillers agricoles et l'achat de 550 motos. le budget global est de 17 milliards de FCFA.
AFO ONI Dalessandro 2008 Evaluation sous-régionale chaîne valeur oignon échalote Afrique ouest	Evaluation sous-régionale de la chaîne de valeur oignon/échalote en Afrique de l'ouest	Cette étude commanditée par le Projet Agribusiness and Trade Promotion (ATP) aborde essentiellement le commerce de l'oignon et de l'échalote en Afrique de l'Ouest afin de : identifier les différents acteurs de la chaîne et leurs activités, évaluer les principales contraintes et opportunités et favoriser les investissements pour lever les contraintes de manière à assurer un développement cohérent. L'évaluation donne une cartographie infrarégionale de la chaîne sous tous ses aspects de la production jusqu'à la transformation ou consommation. Elle fait ressortir les opportunités et les contraintes qui caractérisent la chaîne de valeur afin d'identifier les domaines d'intervention clés pour l'amélioration de la performance.
AFO ONI Usaid 2008 Evaluation chaîne de valeur oignon	Evaluation sous régionale de la chaîne de valeur oignon/échalote en Afrique de l'Ouest	La présente étude de la chaîne de valeurs commanditée par le Projet Agribusiness and Trade Promotion (ATP), aborde essentiellement le commerce de l'oignon et de l'échalote en Afrique de l'Ouest. Le but de l'étude a été de : 1) identifier les principaux acteurs qui interviennent dans la chaîne et la nature de leurs activités ; 2) évaluer les principales contraintes et opportunités ; et sur la base de cette évaluation, 3) proposer les investissements ciblés que le projet ATP pourrait effectuer à court terme en vue d'éliminer efficacement les principales contraintes tout en maximisant les opportunités, et de manière à assurer le développement cohérent et mesurable de la chaîne de valeurs.

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
BKF ONI AECOM 2010 Etude marché oignon produit vallée du Sourou	Etude de marché de l'oignon produit dans la vallée du Sourou	Le document est une étude commanditée par le Millennium Challenge Account qui vise à vérifier l'opportunité d'une mise en marché de la production supplémentaire d'oignon bulbe dans les zones de production. Elle met en exergue l'importance de la production de l'oignon dans la zone du Sourou ainsi que son évolution dans le temps, et souligne les potentialités de marché. Le document couvre les aspects aval de la chaîne de valeur en étudiant les déterminants du marché, la nature des relations commerciales, la tendance du marché et la demande potentielle et les axes de la stratégie à retenir pour capter ce marché. Cette étude prend plus largement en compte les grandes zones de production du Burkina, les acteurs de la filière au niveau national et les pays importateurs de l'oignon burkinabè. Cette étude vise à vérifier l'opportunité d'une mise en marché de la production supplémentaire d'oignon bulbe dans les zones de production du Burkina Faso. C'est une approche qui permet d'identifier avec précision les interventions des plus efficaces pour une mise en marché à la fois profitable et soutenable pour les différents intervenants de la chaîne, y compris les producteurs. Le marché national de l'oignon s'articule autour des axes suivants: l'offre et la demande au niveau national, les importations et exportations et les perspectives des marchés nationales et régionales
BKF ONI AECOM 2014 Cahier Vulgarisateur	Cahier du Vulgarisateur	Le cahier du vulgarisateur est une compilation de fiches et de guides techniques inspirés de l'expérience des producteurs et de techniciens. Il est axé sur le développement de systèmes de production intégrés qui respectent les principes de gestion durable des ressources naturelles (itinéraires techniques des cultures, conduite de l'irrigation, risque et précaution face aux pesticides, etc).
BKF ONI Guissou 2012 Analyse incitations pénalisations filière oignon Burkina	Analyse des incitations et pénalisations pour l'oignon au Burkina Faso	Cette note technique décrit et analyse les incitations et les pénalisations sur les marchés pour l'oignon produit au Burkina Faso. La note commence par un bref examen de la production, de la consommation, du commerce et des décisions politiques affectant le marché de l'oignon dans le pays. Toutes les informations relatives à ces domaines sont présentées dans le but de fournir des éléments de contexte, d'aider à comprendre les grandes tendances et de faciliter l'interprétation des indicateurs. Elle fournit ensuite une description détaillée de la façon dont les données pour l'analyse des prix ont été obtenues sur la période 2005-2010. Les indicateurs clés sont ainsi calculés avec ces données et interprétés par rapprochement avec les politiques existantes et les caractéristiques du marché burkinabè. L'analyse des incitations et pénalisations par les prix de l'oignon burkinabè révèle les inefficacités de marché qui peuvent s'expliquer d'une part par la faiblesse des infrastructures de conservation de l'oignon pendant les périodes de pics. Cette situation entraîne des prix au producteur très bas entre janvier et mars et réduit la marge des producteurs. D'autre part, du fait de la déconnexion des commerçants exportateurs et importateurs au marché régional, ceux-ci appliquent des prix grossistes assez faibles dans le but de maintenir leur part de marché en Côte d'Ivoire face à l'oignon nigérien. Ces dernières années, on assiste à un début d'organisation des acteurs de la filière oignon qui s'est traduite en 2011 par la mise en place de l'interprofession.
BKF ONI Son 2016 Analyse systèmes production oignon bulbe barrage Goinré Yatenga	Analyse des systèmes de production de l'oignon bulbe autour du barrage de Goinré dans la province du Yatenga au nord du Burkina Faso	L'oignon bulbe a intégré le marché sous-régional Ouest africain. Il représente 32,4% des produits maraîchers au Burkina Faso. Afin d'améliorer sa compétitivité, une enquête prospective a été réalisée dans les principales zones de production du Burkina Faso. Cette étude vise à mieux connaître les systèmes de production pratiqués et les contraintes techniques, à partir d'une grande région de production. Pour cela, des enquêtes et un suivi des opérations culturales ont été réalisés dans la zone

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		de production ciblée. Cet article de l'IRSAT en expose les principaux résultats. Il conclut que l'introduction d'équipements adaptés et le pompage solaire peuvent contribuer à l'amélioration du rendement et de la compétitivité de l'oignon du Burkina Faso.
MAL ONI Assemblée région Kayes 2012 Diagnostic approfondi plan développement filière oignon échalote région Kayes	Diagnostic approfondi et plan de développement de la filière oignon/échalote en région de Kayes, Mali	Le diagnostic approfondi de la filière échalote/oignon résulte des travaux du forum de l'Assemblée Régionale de Kayes (ARK) tenue en 2008 avec l'appui de la coopération française et d'autres partenaires techniques et financiers en vue de cibler des filières porteuses pouvant permettre un développement économique régional. C'est ainsi que la filière échalote/oignon considérée comme ayant un fort potentiel a été retenue. L'objet du document est de déterminer les stratégies qui doivent permettre d'assurer aux acteurs de la filière oignon/ échalote une position durable et profitable. Le plan de développement jette les bases d'une structuration de la filière tout en privilégiant l'implication efficace et efficiente des différents acteurs dans la chaîne de production, de distribution/commercialisation, de transformation et de consommation. Ces acteurs vont des autorités locales, des services techniques, des producteurs, des transformateurs, des commerçants (équipement, circuit de commercialisation) et des transporteurs. Le document donne tous les détails sur la filière à Kayes en termes de potentialités et contraintes.
MAL ONI Coulibaly 2008 Programme actions prioritaires filières échalote oignon	Programme d'actions prioritaires de la filière échalote/oignon	Le présent document présente une analyse approfondie de la filière échalote/oignon réalisée à partir d'échanges avec les acteurs clés. Il retrace les dispositions et mesures mises en œuvre par le gouvernement du Mali depuis 2006 pour une meilleure diversification des filières agricoles à travers le PCDA. C'est dans ce cadre que depuis son démarrage, le PCDA a initié plusieurs activités visant une amélioration de la compétitivité de la filière échalote : diagnostic de la filière, mise en place de cadres de concertation (Ségou et Mopti), élaboration de plans de développement stratégique (PDS), élaboration d'un plan de compétitivité (PCF). L'importance de la filière et le volume des besoins exprimés par les différentes catégories d'acteurs clés rendent complexe la hiérarchisation des interventions. L'accent est mis sur la filière échalote/oignon parmi les 8 qui intéressent la structure. Il propose des activités à réaliser au niveau de deux grands bassins de production d'échalote/oignon.
MAL ONI Minagri 2007 plan compétitivité filière échalote oignon	Plan de compétitivité filière : échalote et oignon	Outil d'orientation pour la prise de décision sur les investissements stratégiques, le plan constitue un tableau de bord descriptif et fonctionnel permettant une mise en œuvre des plans de développement de filière à travers l'exemple de l'échalote/oignon. Le plan s'articule autour de 5 axes déclinés en objectifs : dégager et suivre l'évolution des opportunités de la filière, augmenter la productivité avec une maîtrise des coûts de production, minimiser les pertes post-récolte, amener les producteurs à respecter les clauses des cahiers de charge des marchés porteurs, renforcer les capacités des acteurs en termes de mise en relation en amont et en aval. Le plan propose des outils à utiliser suivant les domaines d'intervention et types d'activités à court et moyen terme.
NIG ONI MAE 2018 Enquête horticole	Résultats définitives de l'enquête sur les productions horticoles 2017-2018	Ce document a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du Programme stratégique "Accroissement et diversification des productions agricoles" de l'Initiative 3N que le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage met en œuvre et suit le programme de campagne irriguée 2017-2018. L'évaluation des résultats de cette campagne, s'est faite à travers une enquête appelée enquête horticole. Le document rappelle les grandes caractéristiques de l'enquête horticole avant de donner une analyse synthétique des résultats obtenus en 2017-2018. Les principaux résultats obtenus nous

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		renseignent sur le superficies mises en valeur, la production totale de ladite campagne, la production globale en équivalent céréalier et la répartition entre les différents groupes des produits agricoles
NIG ONI Mano 2007 Evaluation production et stratégie de commercialisation oignon Galmi	Evaluation des productions d'oignon et élaboration des stratégies de commercialisation Galmi	Ce document a été élaboré dans le cadre du renforcement des capacités de l'Union de Producteurs d'Oignon de Galmi, située dans la région de Tahoua. L'étude a été financée par l'ADF qui apporte son support aux organisations communautaires de base engagées dans les activités de développement économique et social, la promotion des petites et moyennes entreprises, les initiatives de commerce et de l'investissement, les micros finances, les meilleures pratiques de développement participatif et la lutte contre le VIH/SIDA. L'objectif de cette étude consiste à évaluer la part de production d'oignon de l'union des coopératives des professionnels de la filière oignon de Galmi et d'élaborer des stratégies efficaces de commercialisation de l'oignon pouvant profiter aux principaux producteurs directs. L'étude doit aussi contribuer à connaître les capacités de production des membres au niveau de la région et à définir de stratégies pour satisfaire le marché de l'oignon en donnant les caractéristiques de l'offre et la demande ainsi que les principaux éléments de la stratégie de marketing à adopter vis à vis du marché.
NIG ONI Moumouni 2012 La démarche liée à l'origine du violet de Galmi	La démarche liée à l'origine du violet de Galmi, Niger	Ce document a été élaboré dans le cadre de l'étude de cas de l'oignon Violet de Galmi à travers la recherche de l'exploitation de la documentation existante. L'objectif est d'identifier les principaux acteurs impliqués dans le processus, notamment les porteurs du projet ANFO, les acteurs étatiques en charge de la question, les experts en la matière et les opérateurs de la filière oignon susceptibles de s'intéresser à ce produit. En plus cette étude contribuera à améliorer la qualité de ces produits surtout en ce qui concerne les critères de référence commerciales (calibre, habillage, forme, état sanitaire, emballage ...) en vue d'une meilleure valeur ajoutée. Ce processus entrepris dans le bassin de production de l'oignon Violet de Galmi permettra aussi d'améliorer la qualité à l'exportation de plus de 80% de la production d'oignon du Niger.
NIG ONI Prodex 2012 Guide de bonnes pratiques oignon	Guide de bonnes pratiques de production, stockage et conservation de l'oignon	Ce document a été élaboré en collaboration avec l'INRAN, la DGA, des personnes ressources de la filière oignon et les experts du PRODEX dans le cadre de l'amélioration de la compétitivité de l'oignon du Niger à l'exportation sur les marchés demandeurs des pays côtiers. Il est destiné à l'usage des techniciens en appui à la filière, les personnels des organisations faitières de la filière oignon ainsi que les producteurs, les commerçants et les exportateurs de l'oignon du Niger.
NIG ONI SNV 2010 Eplucher l'oignon Filière compétitive et inclusive	Pour une filière oignon nigérienne compétitive et inclusive	L'équipe de WUR-CDI, SNV, FCMN et Agri-Bilan a conduit des activités de recherche action sur le terrain étant convaincue qu'une compréhension des réalités et dynamiques techniques, organisationnelles, commerciales et institutionnelles de la filière pourrait aider davantage l'identification des actions concrètes pour son développement. L'objectif de la recherche-action était de trouver les leviers essentiels pour améliorer le fonctionnement et les performances de la filière. L'attention spécifique portait sur la situation des petits producteurs se trouvant souvent dans un cercle vicieux de faibles moyens pour conduire la campagne de production, de faibles rendements ou encore de ventes à bas prix et de faibles bénéfices.
NIG ONI Tarchiani 2013 Etude comparée Oignon Niger-Benin	The onion sector of West Africa: Comparative study of Niger and Benin	complémentarités et concurrences de la filière Oignon Niger-Bénin

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
AFO RIZ 2016 Synthèse état des lieux chaîne de valeur riz 5 pays AFO	Synthèse des études sur l'état des lieux chaîne de valeur riz en Afrique de l'Ouest: Bénin, Bourkina Faso, Mali, Niger et Sénégal	Ce document apporte • Une réactualisation et une synthèse sur la cartographie et typologie des acteurs, sur les dynamiques d'organisation et de fonctionnement des acteurs, les contraintes et opportunités du secteur aux différents maillons, • Un diagnostic sur les forces et faiblesses des acteurs concernés, leur performance (production, coût, marge, etc.), les interactions et les marges potentiels de progrès; • Un diagnostic sur la distribution des valeurs ajoutées et sur l'identification des axes stratégiques d'amélioration et les leçons tirées par pays • Un diagnostic sur les innovations en cours du point de vue efficacité, pertinence et durabilité • Une détermination des modes et stratégies d'accès aux ressources, aux technologies, au crédit, les difficultés et opportunités y afférentes • Une proposition de recommandations induites de l'analyse critique ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.
AFO RIZ SOS Faim 2016 Bilan de la filière riz dans 5 pays AFO	Bilan de la filière riz dans 5 pays de l'Afrique de l'Ouest	Dans le cadre d'un programme financé par l'Union Européenne, les ONGS GLOPOLIS, SOS FAIM et VECO et leurs partenaires paysans concernés ont mené plusieurs études sur les filières de production de riz dans 5 pays d'Afrique de l'ouest: le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal. La présente publication a pour ambition de présenter un bilan sous forme de lecture transversale de ces études réalisées à la fin de l'année 2014 et en 2015, en considérant différents points de vue: les politiques publiques ; l'organisation de l'ensemble de la filière; la production, la transformation et la commercialisation du riz ; la structure de prix; le point de vue des consommateurs ; les principaux enjeux et défis qui se présentent pour le futur.
AFO RIZ SOS faim 2017 le riz or blanc AO DP44	Le riz, or blanc de l'Afrique de l'Ouest? Le point de vue des producteurs	Ce dossier donne les grandes tendances et chiffres, et idées reçues sur le riz en Afrique de l'Ouest
AFO RIZ Soullier 2020 State of rice value chain upgrading WA	The state of rice value chain upgrading in West Africa	Cet article scientifique récent et en anglais, a été coécrit par plusieurs instituts de recherche (CIRAD, CNRS, Africa Rice, IRRI,...) en pointe sur les filières agricoles et le riz en Afrique de l'Ouest. Il évalue l'état de la mise à niveau des chaînes de valeur "riz" depuis le virage politique et stratégique pris par de nombreux états africains après la crise de 2008. Il s'intéresse en particulier aux investissements semi industriels et industriels, à l'agriculture contractuelle et à l'intégration verticale. L'évaluation montre que les pays les plus gros importateurs sont aussi les plus dynamiques sur la mise à niveau des filières, mais de nombreux défis demeurent. Cette évaluation peut aider à la prise de décision pour améliorer les chaînes de valeur et renforcer la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. A l'exception du Tchad, tous les pays des SAGI sont étudiés, ainsi que les pays côtiers. Le Sénégal est classé parmi les pas les plus dynamiques sur le sujet, alors que Mali, Burkina Faso, Niger apparaissent comme modérément dynamiques. Cet article contient de nombreuses références récentes, ainsi que des liens web vers ces références. Il peut servir de base pour établir des contacts avec la recherche sur les filières agricoles et en particulier la filière riz, les politiques de sécurité alimentaire et d'autosuffisance en riz, l'industrialisation des filières.

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
AFR RIZ Fall 2018 Chaîne valeur riz Afrique de l'Ouest performance enjeux défis	Chaîne de valeur riz en Afrique de l'Ouest : Performance, enjeux et défis en Côte d'Ivoire, Guinée, Libéria, Mali, Sierra Léone et Sénégal	Cet article analyse la structuration de la chaîne de valeur riz en Afrique de l'Ouest en vue d'identifier les facteurs de performance, de relever les enjeux et les défis. Elle évalue le potentiel des activités de production, de transformation et de commercialisation liées aux besoins du marché à travers l'analyse du fonctionnement des chaînes de valeur, du rôle des différents acteurs et des fonctions de soutien. L'étude révèle la prédominance de petites exploitations familiales selon les écologies et les pays concernés, une insuffisance chronique de l'offre locale pour la majorité des pays, l'inadaptation des services de support à la production, la faiblesse des ressources humaines et la vétusté des infrastructures de la recherche, la faible implication du secteur de financement avec des outils souvent inadaptés à la demande. Malgré ces constats, la chaîne de valeur riz reste compétitive même si sa capacité locale à approvisionner le marché ne progresse pas aussi rapidement que la demande en croissance permanente, notamment à cause de diverses difficultés dans la production avec des rendements faibles et des frais de transaction élevés. Les défis majeurs restent l'accroissement de l'offre locale et sa qualité par rapport à la demande du marché, l'amélioration de l'usinage et la mise en marché dans des conditions de compétitivité durable.
BKF RIZ Bila 2015 Revue documentaire études filière riz	Revue documentaire des études sur l'état des lieux de la filière riz au Burkina Faso	Cette revue commanditée par la faitière des organisations intervenant dans la filière riz date de 2015. Elle se fonde sur un diagnostic approfondi de la chaîne de valeur riz à travers une revue documentaire des études sur l'état des lieux de la filière riz au Burkina Faso. A l'exception de l'accès au foncier et de la gestion des périmètres, son diagnostic couvre tous les maillons de la chaîne des valeurs du riz. Elle contient une présentation de la filière à travers sa structure, son rôle, les acteurs et leurs organisations et relève quelques chiffres clés. Une analyse de la consommation et des prix pratiqués à divers niveaux permet de cerner la problématique de la commercialisation du riz au Mali. Enfin, sur la base de l'analyse des contraintes, la revue donne les grandes orientations à considérer pour une amélioration du fonctionnement de la filière, aussi bien au plan de la production, de la transformation, de la commercialisation et de l'organisation des acteurs, qu'au plan législatif et réglementaire.
BKF RIZ Guissou 2012 Analyse incitations pénalisations riz Burkina	Analyse des incitations et pénalisations pour le riz au Burkina Faso	Cette note technique décrit et analyse les incitations et les pénalisations sur les marchés pour le riz produit au Burkina Faso. L'analyse porte sur la période de 2005 à 2010 du projet de suivi des politiques agricoles et alimentaires en Afrique (SPAAA). Elle donne un aperçu de la place du riz au Burkina Faso, sa production, sa consommation et son commerce sous l'angle des prix d'échange. Elle met en évidence les effets des politiques publiques et des écarts de développement des marchés sur les prix en soulignant l'influence des mécanismes d'incitations (écart positifs) ou de pénalisation (écarts négatifs). L'intérêt de cette analyse est qu'elle permet d'en extraire les données pour l'élaboration de politique agricole notamment rizicole en toute connaissance des effets induits par les incitations/pénalisations entre le niveau national et international.
BKF RIZ Kabore 2011 Etude diagnostic organisations producteurs riz Bagré	Etude diagnostic des organisations de producteurs de riz de la plaine de Bagré et propositions d'actions d'amélioration	Cette étude reprend le cas précis de l'organisation des acteurs du maillon production de la SAGI Bagrépôle. L'objectif global du diagnostic est d'identifier les contraintes organisationnelles et de fonctionnement des groupements en vue de proposer des axes d'amélioration de la productivité et de la production dans la plaine rizicole de Bagré à travers une meilleure gouvernance au sein des groupements.

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
BKF RIZ Minagri 2017 Analyse contraintes commercialisation riz Burkina	Analyse des contraintes de commercialisation du riz du Burkina	Ce document de la direction de la prospective et de la planification opérationnelle du ministère de l'agriculture date de 2017. Il s'agit d'une étude sur la commercialisation du riz au Burkina Faso qui s'inscrit dans une perspective d'orientation du secteur agricole dans le cadre de l'atteinte des objectifs du PNDES. Son objectif général est d'analyser les contraintes de commercialisation du riz du Burkina (paddy et décortiqué). Elle a été réalisée dans les treize régions du Burkina Faso auprès des producteurs, des consommateurs, des transformateurs et des ménages. Il aborde le principal moteur de la filière qu'est la commercialisation de la production nationale. Il fait le lien entre l'évolution de la démographie et l'évolution de la consommation nationale et urbaine, mais aussi le lien entre le prix du riz (et ses fluctuations) avec les conditions de vie, les habitudes et les préférences des ménages urbains et ruraux. Enfin, il fait des recommandations pour l'état et les acteurs à partir de l'identification des principaux goulots d'étranglement.
MAL RIZ Cosquer 2017 Soutenir filière riz locale innovante	Au Mali, soutenir une filière riz locale innovante	Le document aborde, sous la forme d'un entretien avec Christophe Brismé de SOS Faim Belgique, les moyens de soutenir la filière riz dans la zone Office du Niger, très attractive grâce à son système d'irrigation par gravité qui offre la possibilité de faire de la riziculture en saison sèche. Le rythme des aménagements agricoles étant inférieur à celui de l'accroissement de la population, la zone est confrontée à une forte pression foncière. Pour mieux valoriser les parcelles, SOS Faim Belgique, en collaboration avec le SEXAGON, a testé le SRI, une technique plus productive qui a le potentiel de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Elle est basée sur (i) le repiquage des plants à un stade précoce, (ii) l'apport des engrais organiques et (iii) le maintien d'une lame d'eau faible à nulle. Malgré son efficacité, l'adoption du SRI reste limitée par son fort besoin en main d'œuvre. L'entretien se termine par un appel à soutenir la filière riz à travers la subvention des taux d'intérêt, la professionnalisation des organisations paysannes, la limitation des importations de riz asiatique subventionné ou la mise en place d'une barrière tarifaire à l'entrée de ce riz dans toute l'Afrique de l'ouest.
MAL RIZ DNGR 2009 Analyse économique trois chaînes de valeur filière riz	Analyse économique des trois chaînes de valeur de la filière de riz	Cette étude a été réalisée dans le cadre des composantes « Amélioration de l'accès au marché » et « Appui aux prestataires de services » du PASSIP. A partir de la méthodologie Values Links de la GIZ, elle vise à jeter les bases du développement de trois chaînes de valeur de la filière riz dans les régions de Ségou et Sikasso : (1) le riz blanc dit « gambiaka », (2) le riz brisure et (3) le riz étuvé. À travers des interviews avec les acteurs, l'étude dégage les caractéristiques essentielles de ces chaînes de valeur, analyse leur poids sur le plan économique, la création de valeur et les revenus des populations, et propose des pistes de solutions pour augmenter la création de richesse, réduire la pauvreté et créer des emplois ruraux et urbains. Cela passe notamment par une meilleure organisation des acteurs et des marchés, la réalisation de plus d'investissements dans les infrastructures de production et la promotion de la transformation locale.
MAL RIZ Minagri 2009 Stratégie nationale développement riziculture	Stratégie nationale de développement de la riziculture	La stratégie nationale de développement de la riziculture au Mali a été initiée dans le cadre de la coalition africaine de développement de la riziculture. Elle se veut une réponse structurelle à la crise des produits de premières consommations, notamment des céréales, et un moyen de mettre les populations à l'abri des soubresauts des marchés internationaux. Elle souligne que les différents atouts du pays peuvent être mis à profit par un plan opérationnel destiné à réaliser l'autosuffisance et la sécurité alimentaires. L'objectif est l'amélioration de la productivité et de la compétitivité de la

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		riziculture à travers : (i) la réalisation d'aménagements hydro-agricoles, (ii) l'accès aux intrants agricoles (semences, engrais, herbicides, insecticides), (iii) l'accès au foncier rural, (iv) la mécanisation de la production agricole, (v) le renforcement de la capacité de la recherche et de l'encadrement ainsi que le transfert des innovations technologiques, (vi) l'amélioration de la qualité des produits par la modernisation des opérations post-récoltes et l'organisation de la commercialisation et (vii) la gestion des ressources naturelles et de l'environnement.
MAL RIZ Tall 2019 Production activités après récolte	Fiche documentaire : Production et activités après récolte du riz	Cette fiche technique décrit un ensemble de pratiques permettant aux petits riziculteurs d'améliorer leur production, aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif. Les pratiques les plus importantes comprennent : (i) l'utilisation des semences résistantes aux stress climatiques et aux maladies, (ii) l'utilisation de fertilisants organiques et minéraux aux périodes et doses adéquates, (iii) le semis en ligne, (iv) l'utilisation d'un attelage pour le sarclage et le binage, (v) l'application des méthodes atténuant l'impact du changement climatique, (vi) l'association de la culture du riz dans les bas-fonds avec des cultures maraîchères, (vii) la mécanisation de la riziculture, (viii) la récolte du riz lorsque les grains sont fermes et jaunes ou bruns, (ix) le battage minutieux du paddy sur une bâche et un vannage pour enlever les impuretés, (x) le séchage au soleil sur une bâche ou un plancher en béton.
MAU RIZ CMAP 2014 Note d'Orientation ACV	Etude sur l'analyse des chaînes des valeurs de la filière du riz et les opportunités d'emploi en Mauritanie	Le Centre mauritanien des analyses des politiques (CMAP) a réalisé une étude d'analyse de la chaîne de valeurs liées à l'agriculture, notamment pour le riz. L'analyse a porté sur : <ul style="list-style-type: none"> • Le cheminement suivi par la filière riz en Mauritanie • L'investissement dans l'irrigation au cours de la période 1977- 2013 • La rentabilité de la filière au niveau du producteur • La rentabilité de la filière au niveau de l'usiner • L'estimation de la valeur de la filière en 2012 • La répartition de la valeur de la filière en 2012 entre les différents acteurs. L'étude englobe des recommandations des actions pour le développement de la filière en matière de : - financement - structuration des acteurs - redynamisation et intégration des différents maillons de la chaîne (production, transformation, commercialisation)
MAU RIZ DSSIA 2019 note sur les résultats de la contre saison chaude 2019 vf	note détaillée sur les résultats de la campagne contre saison chaude 2019 vf3	Les saisons normales de riz (hivernage) font l'objet habituellement d'une enquête exhaustive des périmètres cultivés au niveau national en premier lieu, puis une deuxième enquête restreinte sur un échantillon tiré à partir des données collectées au cours du recensement pour estimer le rendement moyen, suivant les domaines d'étude et les classes retenus dans l'échantillon, afin d'évaluer une production finale de chaque saison. La note porte les résultats de de la contre saison chaude, notamment les emblavures, les productions et les nombre d'exploitations réparties par zones administratives de production (localisation) et par type d'exploitations (collectives et individuelles) Elle explique également la méthodologie suivie pour l'estimation du rendement du riz.
MAU RIZ Havard 1991 mécanisation agricole au Trarza en RIM	Machinisme agricole sur les périmètres irrigués dans la région du Trarza en Mauritanie	Cette étude relativement ancienne (30 ans) présente un intérêt historique, et porte sur la mécanisation agricole sur les périmètres irrigués de la région du Trarza en Mauritanie. Elle fait un état des lieux du matériel agricole ; des types d'aménagements et les itinéraires techniques pratiqués. Elle fait aussi :

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		<ul style="list-style-type: none"> • le diagnostic de la mécanisation (son utilisation, le lien entre mécanisation en aménagements, les performances techniques et économiques, etc.), • Des propositions d'équipements selon les itinéraires de la production du riz, et enfin • Les mesures d'accompagnement du processus de mécanisation.
MAU RIZ MCIT 2016 Normes du riz projet	Projet de norme nationale de la qualité du riz	Il s'agit de la description des normes de la qualité du riz
MAU RIZ MDR-MCIT 2015 rapport atelier riz et blé	Rapport des journées de réflexion sur la compétitivité de la filière rizicole et le développement de la culture du blé.	<p>Dans ce cadre des efforts déployés par les pouvoirs publics pour développer le secteur agricole les acteurs du secteur sont invités à accompagner les efforts de l'Etat et à œuvrer ensemble afin d'améliorer la contribution du secteur au développement du pays, en particulier pour assurer une bonne compétitivité du riz Mauritanien par rapport au riz importé et pour permettre le développement de la culture du blé.</p> <p>La promotion de ces deux filières, se justifie par l'importance des deux denrées dans la couverture des nombreux besoins alimentaires de notre pays et des résultats réalisés ces dernières années par la Mauritanie au niveau de la production de ces céréales.</p> <p>Pour ce faire, les acteurs ayant pris part à la concertation sont le Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, Le Ministère de l'Agriculture, la Fédération de l'Agriculture, et la Fédération du Commerce</p> <p>Le rapport de cet atelier de concertation fait ressortir d'intéressantes recommandations pour améliorer les performances de la filière riz, qui se rapportent à la commercialisation, l'amélioration de la productivité du riz, des mécanismes de financement et les facteurs exogènes.</p>
MAU RIZ Poussin 2005 Gestion collective et productivité des périmètres irrigués	Gestion collective et productivité des périmètres irrigués villageois. Les instruments économiques et la modernisation des périmètres irrigués	<p>Dans la rive droite de la vallée du Sénégal, la riziculture est la principale activité. Comme dans d'autres régions du monde, on observe un écart important entre les rendements réels et potentiels. Au cours des hivernages 1998, 1999 et 2000, il a été mis en œuvre une approche participative pour promouvoir une meilleure conduite de culture dans un périmètre irrigué villageois mauritanien. Cette approche, fondée sur l'amélioration de l'organisation collective à l'échelle de l'aménagement hydro-agricole, utilise un logiciel de simulation Calcul. Ce logiciel permet d'élaborer avant le démarrage de la campagne une prévision du calendrier cultural du riz irrigué à l'échelle du périmètre. Le rendement moyen est passé de 4,7 t/ha en 1998 à 7,2 t/ha en 1999 et 8,2 t/ha en 2000 sans augmentation sensible des coûts de production. Le document englobe les données relatives à l'itinéraire technique suivi et les marges bénéficiaires enregistrées. Il est estimé dans ce document que la hausse importante de productivité a été due principalement à l'amélioration de la gestion collective du tour d'eau et à la planification du calendrier cultural.</p>
NIG RIZ Dan Baki 2018 Effet subvention d'engrais sur le rendement riz Niger	Effet de la subvention d'engrais sur le rendement du riz au Niger	<p>Ce document présente les résultats de l'étude de l'impact de la subvention d'engrais sur le rendement du riz au Niger. Cette étude a permis de mesurer l'impact des politiques gouvernementales des subventions d'engrais dans la filière riz au Niger afin d'améliorer la productivité et de relever les défis auxquels elle est confrontée. La méthode de Heckman, (1979) est utilisée pour prendre en compte les effets des inobservables. Les données utilisées sont du ministère de l'agriculture collectées pendant la campagne agricole 2015/2016. La taille de l'échantillon est de 200 ménages dont, 51 bénéficiaires de la subvention et 149 non bénéficiaires. Les résultats montrent que la subvention d'engrais agit positivement sur le rendement de riz de 428,098 kg ha-1. En plus, les</p>

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		variables telles que : taille de ménage, superficie emblavée, quantité d'engrais utilisée, état matrimonial, sexe et type des semences sont significatives pour expliquer la décision de participer au programme de subvention. Cette étude montre que la subvention d'engrais faite par le gouvernement dans la filière riz, augmente le rendement de cette dernière. Cette augmentation a un impact positif sur la sécurité alimentaire et par ricochet la stabilité sociale. Les résultats issus de cette analyse permettent de suggérer au gouvernement du Niger de : poursuivre le programme de subvention, suivre le programme pour qu'il puisse parvenir à qui de droit et élargir le budget du programme pour satisfaire le besoin en engrais des petits producteurs.
NIG RIZ Gergely 2014 Note d'analyse sur la filière riz au Niger	Note d'analyse sur la filière riz au Niger	Ce document présente l'évolution de la production du riz durant la décennie d'avant 2013 et les facteurs qui ont concouru à son amélioration. Il fait une appréciation positive des performances comparées de la production par rapport aux autres pays ouest africains. Cette analyse relève des difficultés qui entravent le développement de la filière riz au Niger avant cette période. Elle fait cas du transfert de la gestion des périmètres de l'ONAHA aux coopératives de producteurs (chaque périmètre ayant sa coopérative), effectué au cours des années 90 sans préparation et accompagnement suffisant, a créé pour ces dernières de graves difficultés de gestion, se traduisant notamment par de faibles taux de recouvrement des redevances et un entretien défaillant. Cette situation semble s'être nettement améliorée au cours de la dernière décennie. Aussi, le foncier est perçu par les acteurs comme une contrainte importante pour l'aménagement de nouveaux périmètres dans la mesure où les expropriations et l'octroi envisagé de baux emphytéotiques exigera la mise au point de procédures participatives et transparentes et une mise en conformité avec la nouvelle législation sur les expropriations. A cela s'ajoute le coût de production élevé comparé au Sénégal du fait notamment d'une main d'œuvre mieux payée et du recours nécessaire au crédit de campagne informel, faute de mécanisme de crédit institutionnel.
NIG RIZ MAE 2016 Convention de gérance	Convention de Gérance des AHA	La convention de gérance est un document stratégique qui met en relation l'Etat du Niger et l'ONAHA pour l'exercice par ce dernier de la mission de gérance des aménagements hydro-agricoles publics au sens et en application du Décret 2015-354/PRN/MAG du 10 Juillet 2015, modifiant et complétant le Décret 2015-218 du 15 Avril 2018 portant approbation des statuts de l'ONAHA. Cette porte sur la gérance de tous les aménagements hydro-agricoles réalisés par la puissance publique, par l'ONAHA pour le compte de l'Etat.
NIG RIZ MAG 2016 Contrat d'occupation de parcelle sur les AHA	Contrat d'occupation de parcelle sur les AHA	A travers ce contrat, l'Etat du Niger à travers l'ONAHA représenté par son DG met à la disposition de l'exploitant une parcelle sur un périmètre aménagé
NIG RIZ Moussa 2004 diagnostic evolution filiere riz Niger	Diagnostic sur l'évolution de la filière riz au Niger	La note présente enfin un certain nombre de pistes de réflexion pour l'amélioration des performances de la filière.
NIG RIZ ONAHA 2016 Contrat plan pluriannuel	Contrat-plan pluriannuel entre l'ONAHA et l'Etat du Niger	Le contrat-plan quadriennal 2017 – 2020 liant l'ONAHA à l'Etat du Niger s'inscrit dans le cadre de la réforme en cours du sous-secteur de l'agriculture irriguée et notamment l'évolution institutionnelle de l'ONAHA résultant de l'Ordonnance 2014-01 et de son décret d'application 2015-354. Le contrat-plan est un document opérationnel reposant sur la contractualisation entre l'Etat, responsable du service public, régulateur et investisseur, et l'ONAHA, conférant à ce dernier un rôle d'acteur central

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		pour que (a) la base productive (les AHAs) soit durablement fonctionnelle, (b) l'agriculture irriguée qui se pratique sur AHAs soit durablement productive et rémunératrice, (c) la gestion au jour le jour des AHAs soit rationnelle et efficiente, (d) les investissements dans de nouveaux AHAs ou dans les revitalisations soient faits de telle sorte qu'ils soient fonctionnels et pérennes.
NIG RIZ Sido 2010 Etat des lieux de la riziculture au Niger	Etat des lieux de la riziculture au Niger	Suite à la flambée des prix des denrées de première nécessité dans les pays de l'Afrique de l'Ouest en 2007-2008, la FAO avait approché le Gouvernement de l'Espagne pour venir en aide aux pays les plus touchés tels que le Sénégal, le Mali, le Niger, la Mauritanie et la Côte d'Ivoire pour aider à augmenter de façon durable leur production rizicole nationale. L'Espagne a répondu positivement à cette requête en finançant un projet d'appui aux secteurs des intrants (semences et engrais) de la production et de la transformation du riz. Le projet vise à renforcer les capacités nationales à produire les semences de qualité de pré-base et de base, des semences certifiées par le privé et à appuyer les paysans à augmenter leur production rizicole à travers l'utilisation des semences de qualité, de l'engrais et en adoptent les pratiques culturales modernes d'intensification durable. Le projet devra s'appuyer sur les infrastructures de base de Champ- Ecole des Producteurs (CEP) mises en place par la FAO dans ces pays pour une meilleure synergie. Afin de déterminer de façon spécifique les activités et le budget du projet de chacun des pays, il est apparu nécessaire de recruter un consultant national pour faire l'état des lieux de la riziculture, dégager les insuffisances au niveau de ce secteur et les axes prioritaires. Le présent document représente donc l'état des lieux de la riziculture au Niger.
SEN RIZ Baris 2012 Actualisation etude competitivite riz VFS	Actualisation de l'Etude sur la compétitivité du riz de la vallée du fleuve sénégal sur les marchés régional et national	Il s'agit d'un rapport sur la compétitivité du riz local. Les auteurs se sont intéressés à l'évolution de la filière riz à partir de l'avènement du PNAR en 2008. Il est fait état des investissements consacrés par le Sénégal en termes d'aménagements hydroagricoles, de dotations en matériel agricole, de mise à disposition d'intrants dans le cadre de la GOANA. Il s'en suit un regain d'intérêt qui s'est matérialisé par une hausse de la production, une émergence d'unités de transformation et de nouveaux investisseurs, un soutien accru pour l'accès au crédit de campagne et d'investissement. La réflexion consiste à mesurer les parts de marché (national) que pourrait gagner le riz local. Des mesures promouvant la double culture, le gel des importations, la formalisation de l'interprofession, la généralisation de l'agrégation qualité ont été faites, adoptées et mises en œuvre par les parties concernées
SEN RIZ Colen 2013 Participation petits exploitants chaîne de valeur cas du riz	Participation des petits exploitants aux chaînes de valeurs agricoles: Le cas de la production locale de riz au Sénégal,	Il s'agit d'un chapitre (tiré d'un ouvrage) qui traite de la contribution des exploitations agricoles familiales dans le fonctionnement des différentes chaînes de valeur. Cette partie présente la dynamique de la filière rizicole en insistant autant sur les dimensions politiques qu'opérationnelles de la prise en charge de la riziculture, la définition des prix, l'organisation de la commercialisation incluant les circuits de distribution, les types d'exploitation (pluvial et irrigué) les prérogatives des différents acteurs. Une alerte y est faite dans un environnement ouvert à l'agrobusiness. Des mesures y sont édictées afin de garantir la survie des exploitations familiales dans un contexte de marché ouvert et de forte concurrence dans un voisinage quasi immédiat.
SEN RIZ FALL 2014 diagnostic CdV riz et analyse socio eco UGMD	Diagnostic de la chaîne de valeur riz et analyse de la situation	Ce rapport diagnostic fait état d'une étude monographique du delta du fleuve Sénégal et en explore les potentialités en termes de développement agricole. Le document, tout en mettant le focus sur une Union de Producteurs, passe en revue la dynamique organisationnelle, le niveau d'équipement, la

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
	économique des producteurs et productrices membres de l'UGMD	consistance du soutien du crédit agricole, l'opportunité du service d'appui conseil et la mise en valeur dans une zone de forte production. Une analyse plus poussée y est faite sur la filière riz mais aussi sur l'environnement institutionnel et découle sur l'identification des principales contraintes (désorganisation de la commercialisation, absence de contractualisation, fragilité des actifs circulants, pression aviaire, inadaptabilité du matériel agricole) avec les mesures coercitives idoines
SEN RIZ MAER 2020 Plan directeur riziculture senegalaise 2020 -2030	Plan directeur de la riziculture Sénégalaise 2020 -2030	Ce document d'orientation politique définit le plan directeur de la riziculture au Sénégal pour la période 2020 - 2030. Il y est fait un bilan de l'intervention de la Coalition pour le Développement de la Riziculture en Afrique (CARD) avant d'entamer la phase de consolidation dont l'objectif est de doubler la production actuelle. Les tenants de cet objectif en termes d'emblavures, d'intrants, d'équipements, d'aménagements hydroagricoles, d'investissements divers (magasins, pistes), d'appui et d'organisation pour un coût global d'environ 1.5 milliard FCFA ont été passés en revue. Ces mesures seront mises en œuvre dans le cadre du Programme National d'Autosuffisance en Riz (PNAR)
SEN RIZ Mendez del Villar 2019 Riz en Casamance et bassin arachidier rapport mission	Le riz pluvial en casamance et bassin arachidier au Sénégal rapport mission	L'étude a été conduite en Casamance et dans le bassin arachidier pour évaluer l'impact du riz pluvial au Sénégal. Il est rappelé la forte hausse de production du riz pluvial notée à partir de 2016 au-delà des prévisions. Un focus y a été fait sur les différents systèmes de culture en fonction de la topo séquence exploitée mais aussi un bref rappel des efforts des autorités Sénégalaises en soutien au riz pluvial depuis 2014. Des thématiques d'étude sur l'agroécologie et la socio économie ont été dégagées en perspective de programmes structurés qui, à terme, devraient décliner les grandes lignes d'un plan de production rizicole basé sur la riziculture pluviale et orientant ainsi le volet irrigué dans une économie de marché.
SEN RIZ TOM Fall xxxx histoire interprofessions riz et tomate Senegal	DANS LA VALLÉE DU FLEUVE SÉNÉGAL, DIFFÉRENTES HISTOIRES INTERPROFESSIONNELLES AUTOUR DE LA TOMATE INDUSTRIELLE ET DU RIZ	Cet article compare deux interprofessions : la tomate et le riz. Il montre que l'interprofession de la tomate est très bien organisée avec la présence de toutes les professions que sont producteurs de tomates, industriel, transporteurs, fournisseurs, commerçants, consommateurs, et aussi des services de l'État. Des contrats d'achat ferme de la tomate à prix garantis sont négociés à la veille des campagnes entre groupements de producteurs et industriel. Sur la base des contrats les liant à l'industriel, les producteurs peuvent avoir accès à des crédits de campagne (et d'investissement) auprès de la Caisse nationale de crédit agricole du Sénégal (CNCAS). L'article montre que La filière « tomate industrielle » est une filière courte, intégrée. Le peu d'opérateurs en aval (industriel) facilite la contractualisation, qui présente des avantages (sécurisation des débouchés, à prix connus en début de campagne pour les producteurs, sécurisation des approvisionnements, à dates fixées et qualité requise, pour les industriels, sécurisation des crédits octroyés pour la banque, etc.). Ce qui semble être tout le contraire du riz !
SEN RIZ Tropica 2019 EIES 5000 ha vallee rizicole Kolda	Rapport EIES pour la réhabilitation de 5000 ha de vallées rizicoles à Kolda	Il s'agit d'un rapport de consultants dans le cadre d'une collaboration avec une initiative de la banque mondiale. Des études agro socioéconomiques ont été faites sur une dizaine de sites sur un tenant de 5000 ha de vallées dans la région de Kolda. L'objectif était de conduire des études de base APS/APD/DAO pour l'aménagement / réhabilitation de vallées rizicoles. Des modèles d'exploitation ainsi que différentes variantes dans la gestion des eaux et des productions y sont proposées.
TCD RIZ SECAM 2010 Etude filière riz	Etude filière riz au Tchad	L'objectif de l'étude est d'analyser le fonctionnement et l'organisation de la filière riz et de proposer des outils d'intervention en vue de participer à la sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté. Il

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		fait état des lieux sur : (1) les aménagements hydro-agricoles (les potentialités en eau et en terre sont énormes seulement 3,22% des eaux utilisés et 4,6% des terres sont aménagés), ainsi que les contraintes techniques, institutionnelles, juridiques, financières, environnementales freinent le développement de la filière. (2) les systèmes de production (l'exploitation en maîtrise totale, partielle de l'eau et le pluvial), (3) l'organisation des acteurs (on rencontre les producteurs, les services techniques, projet et programme, fournisseurs d'intrants, transformateurs, les transporteurs et les commerçants) (4) la rentabilité économique et financière de la filière (la filière riz est rentable, mais la valeur ajoutée est variable selon chaque acteur: les producteurs captent 18,5%, les transformateurs 6,5% et les commerçants 75%). Pour que la filière puisse se développer, il faudra que l'Etat fasse de cette filière une priorité qui passe par la structuration, le financement, l'encadrement technique et la formation des producteurs.
SEN TOM CGERV 2010 analyse économique sur la tomate industrielle campagne 2009-2010	Analyse économique tomate industrielle campagne 2009-2010	Cette lettre d'information est réalisée par le CGER et souligne que La culture de la tomate constitue une spéculation particulièrement rentable financièrement et économiquement. Elle permet le plus souvent au producteur de réussir son pari d'éponger ses dettes au niveau des structures de crédit avec les marges dégagées. L'analyse du coût de production moyen par producteur, faite sur la base des dépenses engagées, montre que sur un hectare de tomate industrielle produite, les charges s'élèvent à 832 000 Fcfa sans les autres engagements annexes. Les intrants y représentent 75%. Le premier poste de dépense est la fertilisation avec 27% des charges, suivent les semences et la préparation du sol avec 16% des charges.
SEN TOM CGERV 2011 Analyse économique campagne de tomate industrielle 2010-2011	Analyse économique tomate industrielle campagne 2010-2011	Cette lettre d'information est réalisée par le CGERV qui fait une analyse technico-économique annuelle. Elle montre que la culture de la tomate constitue une véritable bouée de sauvetage et arrive à rembourser les crédits de la campagne de riz d'hivernage. L'étude montre que cette filière est bien organisée à travers son comité et l'industriel. Elle souligne que cette filière se porte au mieux, et ce malgré les prises de positions souvent conflictuelles des industriels du secteur. Toutefois des contraintes liées au respect du calendrier cultural, à l'évacuation de la production et au déficit de matériel agricole sont notées. L'étude conclue qu'il est important de souligner qu'une bonne campagne agricole ainsi qu'un bon rendement riment avec la maîtrise des techniques de production et des moyens financiers conséquents. C'est cela qui permet de réduire le risque encouru.
SEN TOM CNCFTI 2015 Bilan Comité tomate	Bilan comité tomate 2014-2015	Ce compte rendu est fait par la SAED qui assure le secrétariat du CNCFTI. Il fait le bilan de la campagne de tomate de 2015. Les questions liées au financement de la campagne, à la mise en valeur et à la recherche développement sont abordées. De même le compte rendu met en exergue les contraintes techniques et organisationnelles notées durant cette même campagne. La situation des enlèvements par agroindustriel est aussi abordée. Enfin des recommandations techniques et organisationnelles sont formulées pour la campagne 2016.
SEN TOM CNCFTI 2016 Bilan Comité tomate	Bilan comité tomate 2016	Cette présentation est faite par la SAED et le CNCFTI. Elle dresse un bilan de la campagne 2016 et mettant l'accent sur le financement de la mise en valeur qui porte sur 1 501 508 783 FCFA soit 92% des expressions formulées par les producteurs. Les superficies mises en valeur concernent 1145 ha contre 1598 en 2015 . La production enregistrée est de 27206 tonnes à l'échelle de la vallée. Concernant les enlèvements il faut dire que les agroindustriels SOCAS, TAKAMOUL FOOD et AGROLINE ont enlevé près de 28 000 tonnes soit 35% des objectifs de 80000 tonnes. la présentation

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		fait les points sur les démonstrations de nouvelles variétés de tomate ainsi que sur les contraintes techniques et organisationnelles identifiées par l'étude de SOSEPAC .
SEN TOM CNCFTI 2017 Bilan comité tomate	Bilan Comité tomate 2017	Cette présentation est réalisée par la SAED et le CNCFTI en 2017. Elle fait le bilan de la campagne de tomate. Le financement de la tomate industrielle a concerné un montant de 1,533 milliards de CFA, correspondant à une superficie prévisionnelle de 1 987 ha. Les emblavures portent sur 2039 ha pour une production de 55738 tonnes soit une évolution de 79% par rapport à 2016. Les évacuations des industriels portent sur 52601 tonnes pour des prévisions de 66000 tonnes soit 80% de réalisation. la recherche développement a concerné une gamme de produits phytosanitaires des variétés nouvelles et un biofertilisant. Les contraintes organisationnelles et techniques sont évoquées et des recommandations formulées.
SEN TOM CNCFTI 2019 Bilan comité tomate	Bilan comité tomate 2019	Cette présentation est conçue par la SAED et le CNCFTI. Elle concerne le bilan de la campagne de production de tomate industrielle en 2019. Le financement global porte sur 1 093 139 767FCFA. Les superficies mises en valeur sont de 2557,9 ha contre 2162,67 en 2017 ha. La production obtenue est de 62 677 tonnes contre 67 766 soit une baisse de 8% par rapport à 2017. Les enlèvements des industriels ont concerné 52 895 tonnes pour des prévisions de 73 350 soit un taux de réalisation de 73% La recherche développement a porté sur les amendements organiques, les biofertilisants, les produits phytosanitaires et une large gamme de nouvelles variétés. Les contraintes techniques et organisationnelles sont identifiées et des recommandations formulées.
SEN TOM DIATTE 2016 pratiques culturales ravageurs tomate Niayes	Des pratiques culturales influent sur les attaques de deux ravageurs de la tomate dans les niayes au Sénégal	Cette étude est faite par l'ISRA, l'UCAD et le CIRAD. L'étude a été réalisée dans les Niayes entre Saint Louis et Dakar Elle met en évidence l'importance des pratiques culturales dans la protection contre des ravageurs. Cet article montre qu'au Sénégal, la tomate est la deuxième spéculacion maraichère la plus cultivée derrière l'oignon. Elle représente 22,5% de la production globale de légumes estimée à 710000 tonnes. Toutefois, elle est sujette à beaucoup de menaces phytosanitaires parmi lesquelles la noctuelle et la mineuse sud-américaine. L'étude conclue que les pratiques culturales sur la tomate peuvent influencer sur la prolifération des insectes ravageurs. Elle permettra un renforcement des stratégies de gestion durable des ravageurs de la tomate en tenant compte des pratiques culturales qui influent sur la prolifération des ravageurs.
SEN TOM FALL 2010 Tomate locale et production concentres	Tomate locale et production de concentrés : la force des contrats entre paysans et industrie	Ce rapport est coécrit par l'ISRA et le CIRAD. Il montre qu'au plan national, la tomate occupe la deuxième place après l'oignon parmi les cultures horticoles. Il parle aussi des quantités produites des superficies emblavées et des rendements. Le rapport aborde également la question acteurs de la filières constitués d'exploitations agricoles familiales, des industriels, du comité national de concertation sur la filière tomate industrielle (CNFTI). Les aspects liés aux techniques culturales sont aussi étudiés. Le rapport traite aussi de l'incohérence des politiques commerciales et sectorielles sur la filière. Les perspectives soulignent l'importance de la prise en compte du risque phytosanitaire, de la maîtrise des techniques culturales et de l'organisation de la filière.
SEN TOM SOSEPAC 2016 étude filière tomate industrielle	Etude de la filière tomate industrielle au Sénégal	Ce rapport est le fruit d'une étude financée par l'AFD sur la filière Tomate. Elle est réalisée par SOSEPAC qui est un bureau d'études basé à Dakar. La tomate industrielle a été introduite dans la vallée du fleuve Sénégal vers la fin des années 60. Elle y constitue l'une des principales cultures agroindustrielles. Elle est produite dans les départements de Dagana, Podor et Saint louis et y occupe

Nom du fichier enregistré sur le Drive	Titre document	Résumé
		<p>plus de 15000 producteurs et génère un chiffre d'affaires de près de 4 Milliards FCFA en moyenne par an. Le comité national de concertation sur la filière tomate industriel (CNCFTI) est la structure faitière chargée de piloter les activités de l'organisation. La chaîne de valeur est composée des producteurs, des groupements et unions de producteurs, des fournisseurs d'intrants, de la recherche et de l'encadrement représenté par la SAED. La production est essentiellement financée par la Banque Agricole (LBA) (ex CNCAS) sur la base de contrats de culture signés entre les producteurs et les différents agroindustriels tels que la SOCAS, Agroline et Takamul food. Les superficies mises en valeur durant ces dernières années tournent autour de 2000 ha en moyenne pour une production moyenne estimée à 50000 tonnes. Cette production brute est destinée à produire de la tomate sous forme de double concentré pour la consommation des ménages et des restaurateurs. Le rapport indique aussi que le Sénégal importe également la tomate à l'état frais pour une quantité évaluée à 100 000 tonnes en moyenne. De même, le Sénégal importe de la tomate sous forme de triple concentré pour une quantité évaluée en moyenne à 10.000 tonnes à partir de la Chine et des USA, et exporte des quantités faibles vers les pays de l'Union Européenne des tomates cerise et spécialités (olivettes, grappes). Le rapport fait une analyse SWOT et définit un plan d'action concernant toute la chaîne de valeur pour améliorer la situation.</p>